1

PERFORMANCE ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE

MESSAGES CLÉS

- **La croissance du PIB de l'Afrique a été estimée à 6,9 % en 2021, soit un fort rebond après la contraction de 1,6 % causée par la pandémie en 2020.** Ce rebond est attribué au rétablissement des prix du pétrole et à la reprise de la demande mondiale combinés au rebond de la consommation des ménages et de l'investissement qui ont suivi l'assouplissement des restrictions dans la plupart des pays.
- **La croissance a été la plus forte dans les régions d'Afrique du Nord (11,7 %) et de l'Est (4,8 %).** En Afrique du Nord, la croissance a été soutenue par l'apaisement des tensions politiques en Libye et la levée concomitante du blocus des exportations de pétrole à la fin de 2020. Associée à un choc positif sur les prix du pétrole, celle-ci s'est traduite par une croissance inattendue du PIB du pays avec un fort effet de base (177,3 %). Après une contraction de 6 %, l'Afrique australe affiche la plus forte reprise, avec une croissance estimée à 4,2 %, portée par une forte reprise au Botswana (12.5 %), au Zimbabwe (6,3 %) et en Afrique du Sud (4,9 %).
- **Les fondamentaux macroéconomiques se sont généralement améliorés, mais des difficultés considérables subsistent à moyen terme, en grande partie en raison de l'effet persistant de la pandémie et de la volatilité causée par le conflit russo-ukrainien.** Le déficit budgétaire de l'Afrique devrait se réduire à 4,0 % du PIB en 2022, contre 5,1 % en 2021, reflétant la réduction des interventions liées à la COVID-19 et du renforcement des recettes intérieures. Résultat de la réduction du déficit commercial ainsi que des transferts courants, le déficit du compte courant devrait s'améliorer légèrement, à 2,0 % du PIB en 2022, contre 2,4 % en 2021. La variation des taux de change a diminué dans la plupart des pays en 2021, en raison de l'amélioration des entrées de devises. L'évolution de la dynamique des taux de change en 2022 et au-delà dépend de l'évolution des marchés financiers internationaux, surtout à la suite du conflit russo-ukrainien. L'inflation moyenne devrait s'accélérer pour atteindre 13,5 % en 2022, contre 13,0 % en 2021, dans un contexte où l'invasion de l'Ukraine par la Russie attise l'envolée des prix des produits de base, en particulier de l'énergie et des produits alimentaires.
- **Les faibles taux de vaccination en Afrique limitent la rapidité de la reprise économique et renforcent l'impact sanitaire de la COVID-19.** Le faible taux de vaccination en Afrique – 15,3 % de la population était complètement vaccinée à la fin du mois de mars 2022 – est attribué à une combinaison d'obstacles liés à l'offre et à la demande de vaccins. L'amélioration des taux de vaccination est essentielle pour réduire les infections et la mortalité et pour accélérer le rythme de la reprise économique.
- **Pour stimuler la reprise économique post-COVID-19, il est primordial que soit mis en œuvre un ensemble de mécanismes visant à accélérer l'accès et le déploiement des campagnes de vaccination, remédier aux vulnérabilités de la dette (à travers de mécanismes mondiaux revus et améliorés), surmonter les effets du changement climatique et soutenir les ménages vulnérables et les entreprises.** Cette combinaison inclut : un soutien aux industries pharmaceutiques nationales pour que des vaccins soient produits localement et que soient résorbés les goulots d'étranglement qui font obstacles à leur livraison ; l'accélération des réformes de gouvernance et l'amélioration de la gestion des finances publiques accompagnées d'une meilleure efficience des investissements publics financés par la dette ; et la coordination des actions de politique budgétaire et monétaire combinées à la recherche de moyens innovants de mobilisation des ressources nationales pour améliorer l'espace budgétaire et investir dans les secteurs de réduction de la pauvreté.

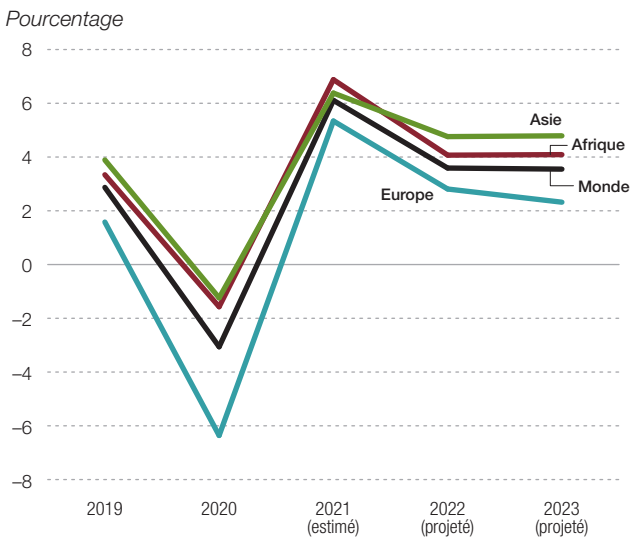
PERFORMANCE ET PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES

Performance et perspectives de croissance

La croissance du PIB réel de l'Afrique a été estimée à 6,9 % en 2021, une forte reprise après son recul de 1,6 % en 2020. Cependant, ce rebond est aujourd'hui confronté à deux crises mondiales majeures, à savoir une pandémie de COVID-19 persistante et la guerre russo-ukrainienne, facteurs d'incertitudes supplémentaires menaçant les perspectives de croissance à moyen terme auparavant prometteuses de l'Afrique. La croissance devrait donc ralentir à 4,1 % en 2022 (figure 1.1), conséquence de ces incertitudes et du reflux des effets de base. Ce sera notamment le cas dans les pays qui ont connu des reprises dynamiques après de fortes récessions causées par la pandémie. Les perspectives de croissance sont elles aussi affectées par la crise persistante du COVID-19, les faibles taux de vaccination et les effets d'entraînement du conflit russo-ukrainien et des sanctions contre la Russie sur l'économie mondiale. La croissance en 2021 a été supérieure de 3,5 points de pourcentage aux 3,4 % prévus dans l'édition 2021 des PEA, reflet d'une reprise généralisée. Cette reprise a été soutenue par une demande mondiale ravivée ; la hausse des prix du pétrole, qui profite aux économies exportatrices de pétrole ; l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19 dans la plupart des pays ; et la croissance de la consommation intérieure et de l'investissement qui accompagne cette dernière. Le prix du pétrole a été révisé à la hausse pour tenir compte des perturbations de l'approvisionnement et de l'incertitude croissante du marché mondial du pétrole.

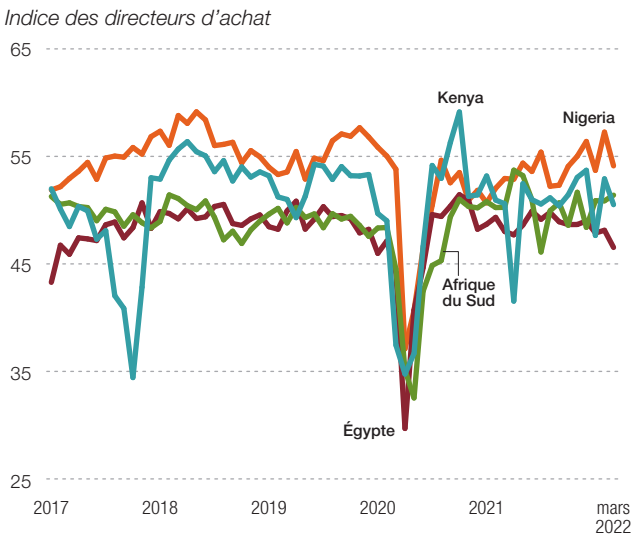
La croissance estimée du PIB réel de l'Afrique en 2021 a dépassé la moyenne mondiale et celle des autres régions. Selon les Perspectives de l'économie mondiale (avril 2022) du Fonds monétaire international (FMI), l'économie mondiale a progressé de 6,1 % en 2021, tirée par l'Asie (voir figure 1.1). La forte reprise en Afrique est due à la réouverture presque complète des économies faisant suite au ralentissement des infections et des décès liés à la COVID-19. La croissance a également été soutenue par une reprise forte et inattendue en Libye, l'amélioration de la situation politique du pays ayant entraîné un rebond de la production et des exportations de pétrole. L'amélioration de l'activité économique s'est traduite par une hausse de l'indice des directeurs d'achat (indice PMI) dans quatre des six premières économies africaines (figure 1.2). En 2021, l'indice PMI

FIGURE 1.1 Croissance du PIB réel, 2019–2023



Sources : Statistiques de la Banque africaine de développement et Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022.

FIGURE 1.2 Valeurs de l'indice des directeurs d'achat pour quatre des six grandes économies d'Afrique, 2017–mars 2022

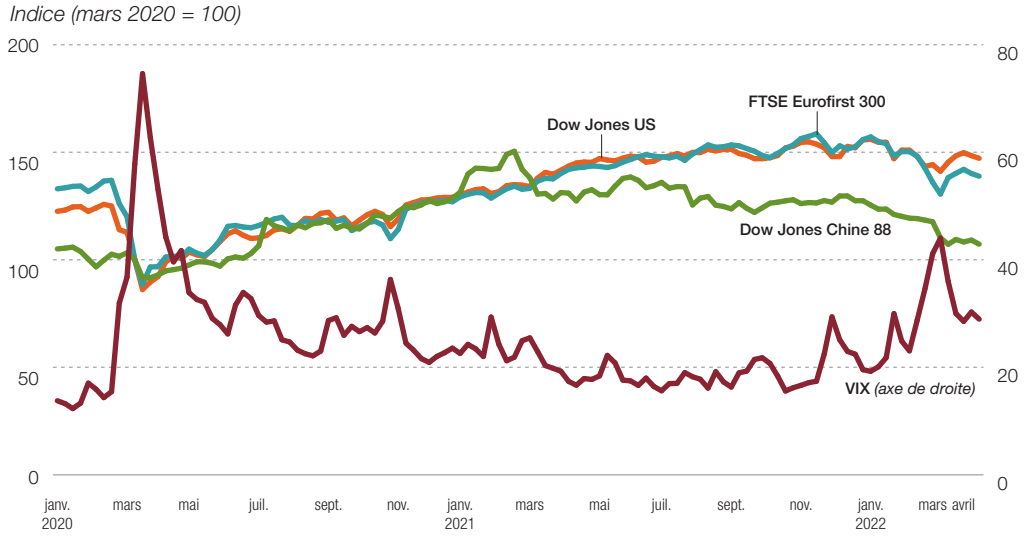


Sources : Haver Analytics et IHS Markit.

en Égypte, au Kenya, au Nigeria et en Afrique du Sud (qui représentaient à eux quatre 52 % du PIB de l'Afrique en 2021) était globalement supérieur à la valeur référence de 50 et se rapprochait des niveaux prépandémiques. La reprise de l'indice PMI a été soutenue par l'assouplissement des restrictions alors que les économies continuent de s'adapter aux conséquences de la pandémie et par l'adoption de mesures de politiques visant à stimuler la relance économique. L'amélioration des conditions financières mondiales, stimulée depuis le troisième trimestre 2020 par la découverte de vaccins contre la COVID-19, a également soutenu la reprise en Afrique. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a alimenté l'incertitude croissante et amplifié la volatilité des marchés financiers et des capitaux, ces derniers ayant également réagi aux prévisions de normalisation de la politique monétaire aux États-Unis et dans la zone euro. Après le déclenchement du conflit russo-ukrainien en février 2022, l'indice PMI de quatre des six plus grandes économies d'Afrique a donc diminué en mars 2022. Cette guerre entraîne par ailleurs l'affaiblissement des marchés financiers mondiaux (figure 1.2 et figure 1.3). L'encadré 1.1 montre l'impact du conflit russo-ukrainien sur l'Afrique.

La reprise de l'Afrique a également été soutenue par l'amélioration du commerce mondial et la hausse du prix des matières premières. Le rebond du commerce mondial de 10 % en 2021

FIGURE 1.3 Indicateurs des marchés financiers mondiaux, janvier 2020–mars 2022



VIX = indice de volatilité du CBOE (Chicago Board Options Exchange).

Sources : Statistiques de la Banque africaine de développement et Haver Analytics.

ENCADRÉ 1.1 Le conflit russo-ukrainien et ses impacts sur l'Afrique

Au moment du déclenchement du conflit russo-ukrainien, l'économie mondiale se remettait progressivement des effets négatifs de la pandémie de COVID-19 et de la demande refoulée. Le monde se trouvait alors dans un contexte de blocage persistant dans les chaînes de valeur mondiales, qui alimentait une flambée des prix des produits de base et donc de fortes pressions inflationnistes. L'invasion de l'Ukraine par la Russie et les sanctions prises contre cette dernière ont été source de coûts et de volatilité pour l'économie mondiale, transmis par trois canaux principaux : les prix des produits énergétiques et non énergétiques ; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ; et les marchés financiers. Ceux-ci ont des conséquences directes et indirectes sur les économies africaines.

(suite)

La Russie et l'Ukraine sont toutes les deux des acteurs clés sur le marché mondial de l'agroalimentaire et représentent plus de 25 % du commerce mondial du blé, plus de la moitié du commerce mondial de l'huile de tournesol et 30 % des exportations mondiales d'orge[1]. Cette domination pose un défi majeur au continent africain. En 2020, le blé et le maïs représentaient 41,6 % (soit 3,5 milliards d'USD) des 8,5 milliards d'USD de marchandises exportées par la Russie vers l'Afrique. Dans le cas de l'Ukraine, le blé, le maïs et les graisses et huiles végétales représentaient 58 % de ses exportations (3,8 milliards d'USD) vers l'Afrique.

En raison de perturbations dans la production et le transport des fournitures agricoles en provenance de ces deux pays, les prix des denrées alimentaires ont grimpé à des niveaux records. En avril 2022, les prix mondiaux du blé et du maïs étaient respectivement supérieurs de 72,5 % et de 21,9 % à ceux d'avril 2021. Dans un continent où 50 à 70 % des dépenses des ménages sont consacrées à l'alimentation, les perturbations de la production agricole et de la chaîne d'approvisionnement entraîneront des conséquences sur la sécurité alimentaire et l'inflation, ainsi que sur la pauvreté, en particulier dans les pays africains à faible revenu qui dépendent de la Russie et de l'Ukraine pour les importations de produits alimentaires et d'autres produits agricoles[2]. L'envolée des prix des denrées alimentaires a alimenté des pressions inflationnistes, qui pourraient exacerber la malnutrition et la pauvreté parmi les personnes pauvres d'Afrique, qui consacrent une part plus grande du revenu de leur ménage à l'alimentation.

La flambée des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et d'autres produits de base fera cependant des gagnants et des perdants dans toute l'Afrique. Les pays exportateurs d'énergie profiteront des prix plus élevés que prévu, à condition que ces pays disposent d'une capacité de production excédentaire pour répondre au choc des prix à la hausse et ainsi consolider leurs recettes d'exportation. Pour les pays importateurs nets d'énergie et de produits alimentaires, la hausse des prix de l'énergie et d'autres produits de base, associée à un blocage prolongé des chaînes d'approvisionnement mondiales, pourrait exacerber les pressions inflationnistes. Étant donné que la plupart des pays africains sont des importateurs nets d'énergie – car ils exportent du pétrole brut et importent des produits pétroliers raffinés faute de capacités de raffinage nationales – les impacts économiques globaux sont négatifs. En effet, alors que les pays exportateurs nets de pétrole et d'autres produits de base pourraient bénéficier de prix plus élevés, l'impact sur les pays importateurs est au contraire susceptible d'annuler ces avantages. Cela se traduirait par une inflation accrue et une activité économique entravée. Cela pourrait ralentir la reprise économique post-COVID-19. Les pays exportateurs nets de pétrole brut bénéficiant de régimes de subventions aux carburants pourraient subir des chocs fiscaux en raison de la hausse des prix des produits pétroliers raffinés qu'ils importent.

Au-delà des prix de l'énergie et des matières premières, la Russie et l'Ukraine sont des sources importantes de matières premières telles que les éléments du groupe du platine, le nickel et le gaz néon. Or, ces matières sont des composants essentiels pour la fabrication de pièces pour l'industrie automobile, l'électronique grand public et les équipements d'énergie renouvelable. Pour des pays comme l'Afrique du Sud et le Maroc, la production et les exportations de véhicules sont susceptibles d'être entravées par les pénuries mondiales actuelles de pièces automobiles essentielles, par exemple les semi-conducteurs et les convertisseurs catalytiques. Parallèlement, l'approvisionnement en biens électroniques avec puces pourrait connaître des retards et une hausse des prix.

Notes

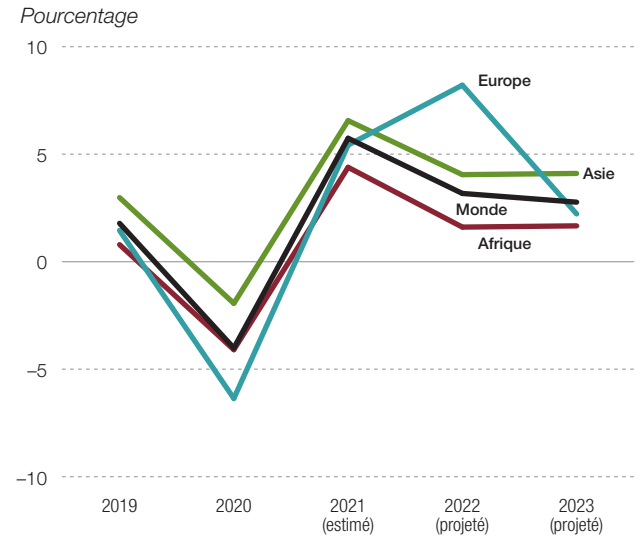
1. La Russie (18 %) et l'Ukraine (8 %) représentaient plus d'un quart des exportations mondiales de blé en 2020. Les deux pays sont les principaux producteurs (plus de 15 % de la production mondiale de maïs) et exportateurs (plus de 17 % des exportations mondiales de maïs) – l'Ukraine (15 % et 4e rang) et la Russie (2,3 % et 6e rang). Près de 60 % de la production mondiale d'huile de tournesol a lieu en Ukraine et en Russie, et les deux pays représentent plus de 75 % des exportations mondiales.

2. Selon les estimations de la CNUCED, 25 pays africains, dont de nombreux pays parmi les moins avancés, importent plus d'un tiers de leur blé des deux pays, et 15 d'entre eux en importent plus de la moitié. L'Égypte, premier importateur mondial de blé, avec des dépenses annuelles de 4 milliards de dollars, représentait près de la moitié des importations africaines de blé en provenance de Russie en 2020, suivie du Soudan, du Nigéria, de la Tanzanie, de l'Algérie, du Kenya et de l'Afrique du Sud.

a soutenu la demande de produits de base provenant d'Afrique, en particulier de la part de ses principaux partenaires commerciaux (Chine, pays de la zone euro et États-Unis). Par rapport à son niveau de 2020, la hausse du commerce mondial a fait grimper le prix des matières premières, en particulier de l'énergie et des métaux (figure 1.4). La croissance des pays exportateurs nets de produits de base est estimée à 8,1 % pour 2021, annulant les pertes dues à la baisse de 1,0 % de la production réelle en 2020. Cette reprise soutenue a également inversé les pertes de PIB réel par habitant de 2020 : le revenu par habitant a augmenté de 4,4 % en 2021, après une contraction de 4,1 % en 2020 (figure 1.5). À ce rythme de croissance, le revenu par habitant du continent devrait dépasser en 2022 et 2023 son niveau prépandémique.

Des politiques nationales favorables, indispensables à l'amélioration des moyens de subsistance, ont également soutenu la reprise. Par exemple, les plans de relance budgétaire et la baisse des taux directeurs des banques centrales pour encourager la croissance du crédit ont contribué à atténuer les effets de la pandémie. Les banques centrales ont également mis en œuvre des interventions de politiques non conventionnelles, telles que l'injection directe de liquidités dans le système bancaire, la prolongation des moratoires sur le remboursement des prêts accordés aux entreprises et aux ménages gravement touchés et le rachat de titres publics. L'augmentation récente des prix à la consommation,

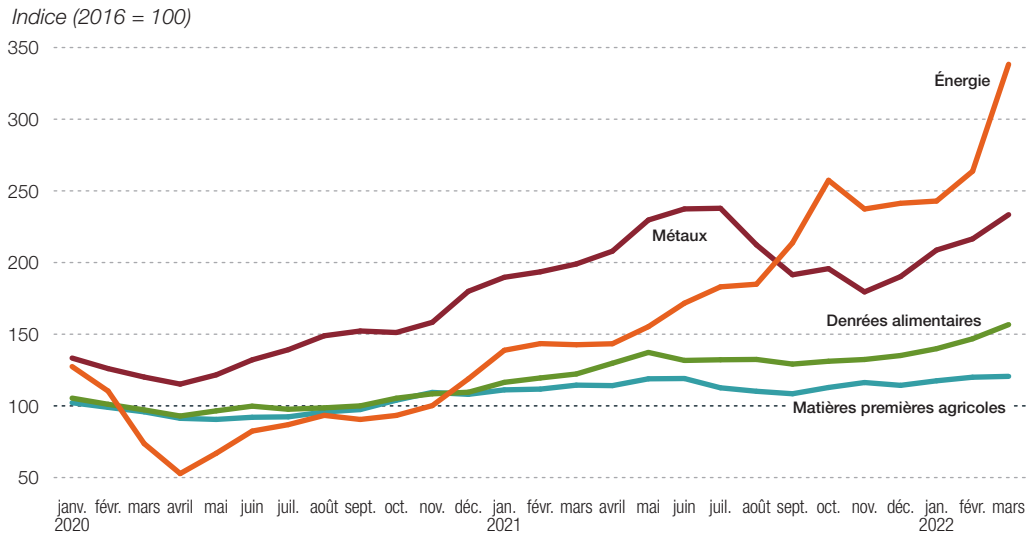
FIGURE 1.5 Croissance du PIB réel par habitant en Afrique, 2019–2023



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022 et estimations démographiques de l'ONU.

À ce rythme de croissance, le revenu par habitant du continent devrait dépasser en 2022 et 2023 son niveau prépandémique

FIGURE 1.4 Indices mondiaux des prix des produits de base, janvier 2020–mars 2022



Source : Calculs des services de la Banque à partir des bases de données des Perspectives de l'économie mondiale et des produits de base de la Banque mondiale.

principalement ceux des produits alimentaires et autres produits de base, pourrait toutefois limiter la marge de manœuvre nécessaire à un nouvel assouplissement des politiques monétaires.

Décomposition de la croissance du côté de l'offre et de la demande

En 2021, les principaux moteurs de la croissance ont été la consommation privée et l'investissement du côté de la demande et les secteurs de l'industrie et des services du côté de l'offre

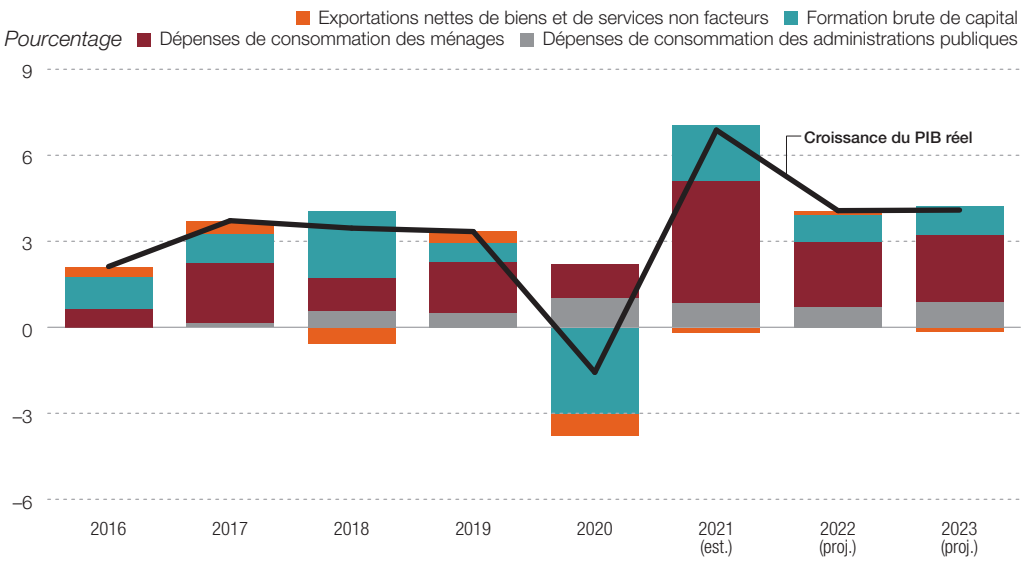
Après s'être effondrée pendant la pandémie, la demande intérieure (consommation privée et investissement) a fortement rebondi en 2021. Cette reprise reflète une augmentation globale de l'activité économique, et une croissance du côté de l'offre impulsée par les secteurs des services et de l'industrie. La hausse de la consommation des ménages, estimée à 4,3 %, et la croissance de 2,0 % de la formation brute de capital ont respectivement contribué à 62,1 % et 28,5 % de la croissance globale du PIB (figure 1.6). Du côté de l'offre, les secteurs des services et de l'industrie ont progressé de 4,4 % et 1,5 %, contribuant respectivement à 63,6 % et 22,4 % de la croissance globale du PIB (figure 1.7). À court et à moyen terme, l'environnement inflationniste accru pourrait avoir un impact sur la consommation des ménages. Par ailleurs, les perturbations de l'offre dues aux retards dans la réouverture des principaux centres manufacturiers et commerciaux en Chine pourraient avoir un impact sur la production industrielle.

La reprise économique a été la plus forte en Afrique du Nord, avec une croissance estimée à 11,7 % pour 2021

Le niveau de croissance varie fortement selon les pays, les régions et les groupes de pays

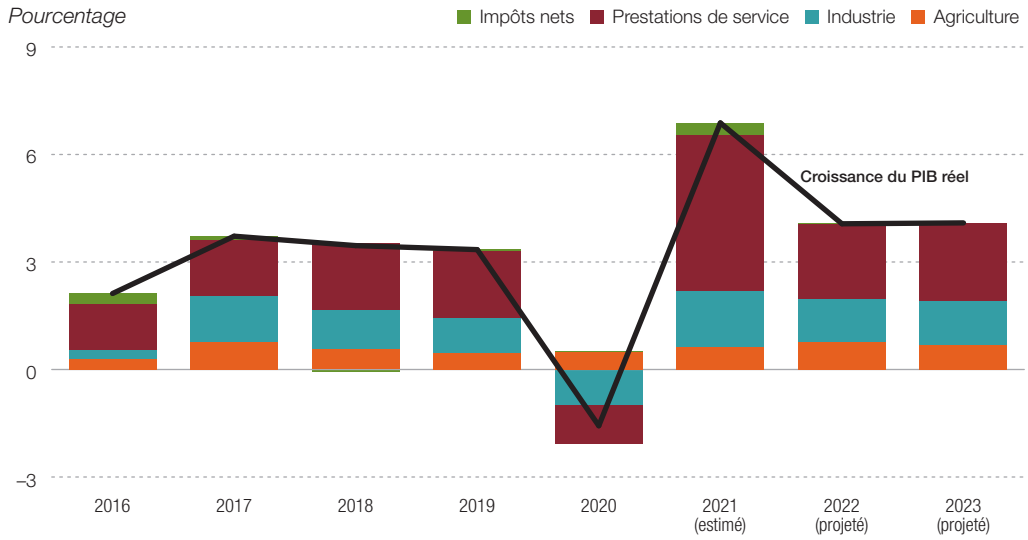
La reprise économique a été la plus forte en Afrique du Nord, avec une croissance estimée à 11,7 % pour 2021 (figure 1.8, volet de gauche). La forte reprise de la région a été largement attribuée à la Libye, grâce à un fort rebond des activités du secteur pétrolier. Celui-ci est due à l'amélioration de l'impasse politique qui durait depuis dix ans, et ayant conduit à la levée du blocus des exportations de pétrole à la fin de 2020. La croissance en Afrique du Nord devrait ralentir à 4,5 % en 2022, reflétant en grande partie le recul des effets de base dans des pays tels que la Libye (3,5 %) et le Maroc (1,8 %). Ceci malgré une forte croissance en Égypte (5,7 %) soutenue par l'amélioration des échanges commerciaux avec l'Union européenne – son principal partenaire commercial – et en Mauritanie (4,8 %) grâce à l'essor du tourisme (figure 1,8 volet de droite). La hausse des prix du pétrole soutiendra toutefois la croissance de la région et profitera à la Libye et à l'Algérie.

FIGURE 1.6 Décomposition de la croissance du PIB du côté de la demande, 2016–2023



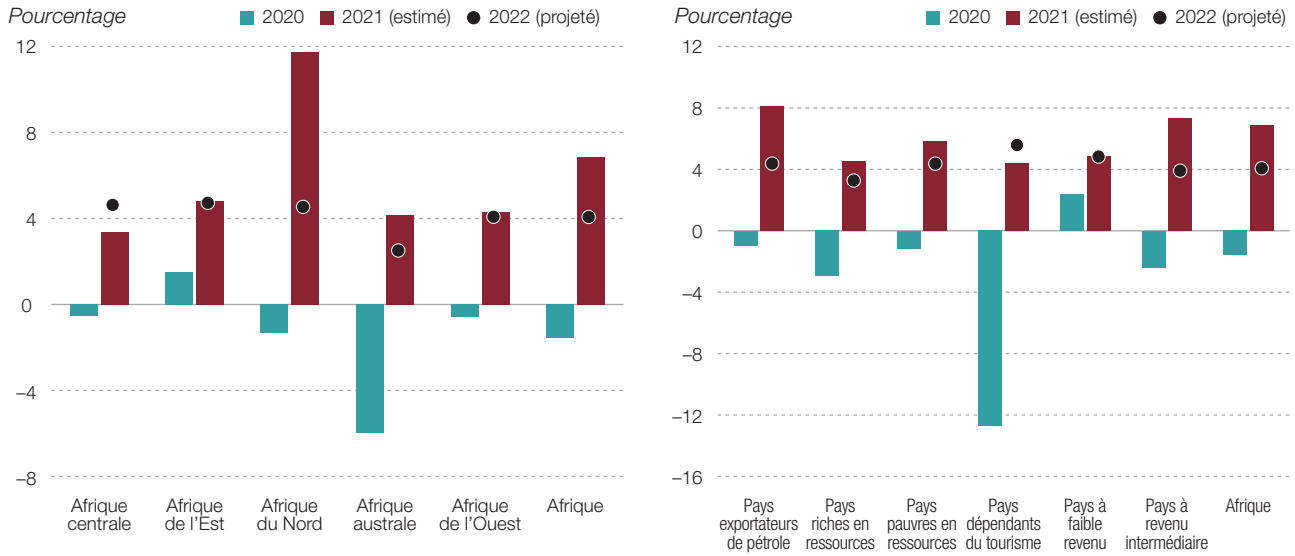
Sources : Statistiques de la Banque africaine de développement.

FIGURE 1.7 Décomposition de la croissance du PIB par secteur, 2016–2023



Sources : Statistiques de la Banque africaine de développement.

FIGURE 1.8 Croissance du PIB en Afrique, par région et groupe de pays, 2020–2022



Sources : Statistiques de la Banque africaine de développement.

La Libye, de son côté, bénéficiera également des dividendes de la paix à mesure que s'atténuera l'incertitude politique.

Aidée par des dépenses publiques soutenues dans des projets phares d'infrastructure, la diversification économique des pays de l'Afrique de l'Est a protégé la région face au choc de la pandémie en 2020. Des liens commerciaux plus étroits tissés au sein de la région et de solides performances agricoles ont été la clé de la croissance soutenue de la région. La croissance du PIB réel est estimée à 4,8 % en 2021 et devrait se stabiliser à 4,7 % en 2022. Le Rwanda a maintenu sa position d'économie parmi les plus performantes, avec une croissance de 10,0 % en 2021, qui devrait s'établir à 6,9 % en 2022, grâce à la solide performance des services. L'économie des Seychelles a progressé de 7,9 % en 2021 et devrait croître de

5,0 % en 2022, soutenue par les activités du secteur du tourisme et par un déploiement complet des campagnes de vaccination. Parmi les autres économies les plus performantes figure aussi le Kenya (6,7 % de croissance en 2021 et 5,9 % en 2022), soutenu par les investissements dans les infrastructures publiques et la consommation privée. Citons également l'Ouganda (6,0 % de croissance en 2021 et 4,6 % en 2022), qui bénéficie d'une augmentation des dépenses publiques, de la consommation des ménages et des investissements dans le secteur pétrolier après la signature de la décision finale d'investissement sur le pétrole en février 2022.

En Afrique centrale, la croissance a atteint 3,4 % en 2021 et devrait monter à 4,6 % en 2022. À l'exception de la République du Congo, tous les pays de la région ont rebondi en 2021 grâce à l'augmentation du commerce des produits primaires pétroliers et non pétroliers. L'économie de la République démocratique du Congo a enregistré une croissance estimée à 5,7 % pour 2021, croissance qui devrait s'accélérer pour atteindre 6,2 % en 2022 grâce à des investissements soutenus dans le secteur minier et à la hausse des prix du cuivre et du cobalt. Les secteurs de l'agriculture et des services en République démocratique du Congo se sont eux aussi fortement redressés. L'augmentation du PIB réel du Cameroun est estimée à 3,5 % pour 2021. Il devrait encore augmenter pour atteindre 3,8 % en 2022, porté par la reprise des exportations des produits primaires pétroliers et non pétroliers.

La croissance en Afrique de l'Ouest a été largement tirée par le Nigeria, principale économie de la région. La croissance moyenne dans la région est estimée à 4,3 % pour 2021 et devrait conserver sa vigueur, avec 4,1 % pour 2022. À la faveur des prix du pétrole élevés, de la reprise dans les secteurs des services et de l'industrie et des politiques de soutien à l'agriculture, la croissance du Nigeria, estimée à 3,6 % pour 2021, devrait augmenter de 3,4 % en 2022. L'effet de la hausse du prix du pétrole peut cependant être contrebalancé par des contraintes de production dues aux défis techniques et à l'insécurité régnant dans les régions productrices de pétrole. La Côte d'Ivoire et le Ghana ont retrouvé un rythme de croissance plus élevé, progressant respectivement de 5,0 % et 7,4 % en 2021. La croissance de ces deux pays devrait rester forte en 2022, soutenue par le prix favorable du cacao et la reprise dans les secteurs de la construction et de l'industrie.

L'Afrique australe, région la plus durement touchée par la pandémie de COVID-19, a enregistré une croissance du PIB de 4,2 % pour 2021. L'économie sud-africaine a enregistré une forte croissance de près de 5 %, la plus élevée depuis 2007 et qui résulte des importantes mesures de relance budgétaire mises en œuvre. La croissance dans la région devrait ralentir jusqu'à 2,5 % en 2022, à mesure que les effets de ces stimuli s'estompent, en particulier en Afrique du Sud qui devrait afficher une croissance de 1,9 %. Le Botswana, avec une croissance de 12,5 %, et Maurice, avec une croissance de 4,0 %, figuraient parmi les économies les plus performantes en 2021. Ces deux pays devraient connaître en 2022 une forte croissance respective de 4,2 % et 6,2 %. La reprise de la croissance dans la région a été largement tirée par la hausse des prix et de la demande mondiale de métaux et de non-métaux, ainsi que par les campagnes de vaccination qui ont favorisé la croissance du secteur du tourisme.

A travers les groupes de pays, les économies dépendantes du tourisme, avec en tête les Seychelles et le Cap-Vert, ont connu une croissance de 4,4 % en 2021. Comparé aux destinations concurrentes des marchés touristiques, qu'ils soient traditionnels ou nouveaux, en particulier le Moyen-Orient, le principal facteur de croissance de ce groupe a été l'assouplissement des restrictions imposées aux touristes. Ces pays enregistrent des taux de personnes entièrement vaccinées parmi les plus élevés du continent, ce qui réduit les craintes de transmission et améliore la sécurité des voyageurs internationaux. Ces facteurs, combinés à des taux de vaccination élevés des marchés sources, continueront de soutenir en 2022 la croissance projetée de 5,6 %.

Les économies à faible intensité en ressources comprennent certaines des économies les plus diversifiées d'Afrique. La croissance moyenne de ce groupe est estimée à 5,8 % pour 2021, croissance soutenue par la reprise des activités productives ainsi que par des stimuli budgétaires continus destinés à soutenir la demande intérieure. Le Bénin, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire,

Le principal facteur de croissance des économies dépendantes du tourisme a été l'assouplissement des restrictions imposées aux touristes, comparé aux destinations concurrentes des marchés touristiques, qu'ils soient traditionnels ou nouveaux, en particulier le Moyen-Orient

le Maroc et le Rwanda ont affiché des taux de croissance supérieurs à 7 %. La croissance de ce groupe devrait ralentir en 2022, à 4,4 %, toujours soutenue par l'augmentation de la production industrielle et agricole, la poursuite des dépenses publiques consacrées à des projets d'infrastructure et la croissance continue du tourisme et du commerce interrégional.

La croissance des pays exportateurs de pétrole était estimée à 8,1 % pour 2021, reflétant la nette reprise post-pandémie du Nigeria et de l'Algérie, et les effets de base de la très forte croissance de la Libye de 177,3 %. La croissance du Nigeria a été largement tirée par le secteur des services, qui a en partie compensé la contraction de la production pétrolière, tandis que l'Algérie, le Cameroun, l'Égypte et la Libye ont tous profité de la flambée des prix du pétrole et des fortes productions nationales de pétrole. La croissance de ce groupe est projetée à 4,4 % en 2022, mais elle pourrait être plus élevée si ces pays augmentent leur production de pétrole pour tirer parti du déficit mondial créé par la guerre russo-ukrainienne et les sanctions correspondantes imposées à la Russie.

Les autres économies à forte intensité en ressources, principalement dépendantes des métaux et des minéraux, ont enregistré une croissance estimée à 4,5 % pour 2021, le prix de ces matières premières approchant des niveaux records. Le Botswana, le Burkina Faso et le Zimbabwe ont progressé en moyenne de plus de 6,0 %, mais cette forte croissance a été lestée par la croissance plus lente d'autres pays tels que le Soudan (0,5 %). Les perspectives pour 2022 indiquent une légère décélération, avec une croissance moyenne du PIB projetée à 3,3 % pour ce groupe. La croissance pourrait toutefois s'avérer plus élevée si la hausse des prix des produits de base persiste.

Risques et facteurs favorables aux perspectives de croissance

Les projections de croissance de l'Afrique sont entachées d'une grande incertitude due principalement à l'évolution de la pandémie de COVID-19 (émergence de nouveaux variants plus transmissibles, faible accès aux vaccins et lenteur des campagnes de vaccination), aux vulnérabilités de la dette souveraine et aux niveaux d'endettement élevés de nombreux pays africains qui limitent la capacité de ces pays à augmenter les dépenses et le financement de la reprise post-COVID-19, aux retombées potentielles du resserrement des conditions financières mondiales induit par le risque substantiel d'inflation dans les économies avancées, le conflit russo-ukrainien et les sanctions liées imposées à la Russie, les préoccupations climatiques, environnementales et autres perturbations exogènes qui pourraient causer de graves dommages à la production intérieure compte tenu de la forte dépendance à l'agriculture des économies africaines (chapitres 2 et 3) et aux problèmes sociopolitiques et de sécurité intérieurs comme extérieurs, y compris la persistance des troubles politiques en Afrique.

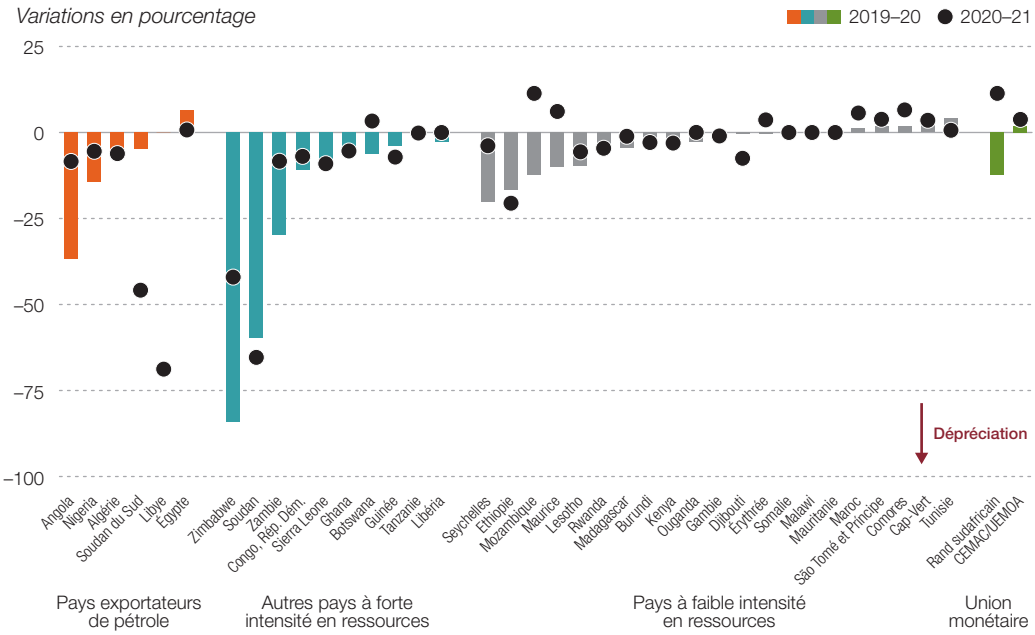
Les perspectives de croissance économique de l'Afrique pourraient toutefois être améliorées par plusieurs voies : le déploiement de la vaccination de masse sur le continent et dans les parties du monde qui n'y sont pas encore parvenues ; la promotion d'une normalisation plus poussée des activités socioéconomiques ; un nouveau coup de pouce monétaire et fiscal ; un règlement global du problème de la dette ; des efforts plus importants pour accélérer la transformation structurelle ; et une reprise économique mondiale plus forte que prévu.

Taux de change, inflation, politique monétaire et positions budgétaires

Quasiment les deux tiers des économies africaines ont enregistré une dépréciation du taux de change en 2021

En dépit du rebond économique, la dépréciation monétaire dans près des deux tiers des pays africains[1] s'est poursuivie en 2021, notamment dans les pays exportateurs de produits de base (exportateurs de pétrole et autres exportateurs hors pétrole), malgré l'augmentation des entrées de devises due à la remontée des prix des produits de base et des exportations (figure 1.9). Cette dépréciation des monnaies reflète la faiblesse persistante des comptes courants et l'incertitude mondiale accrue. Les pays où la dépréciation est la plus forte ont par ailleurs subi des pressions inflationnistes relativement plus fortes,

FIGURE 1.9 Variations du taux de change, 2019–2020 par rapport à 2020–21



La CEMAC est la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. L'UEMOA est l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

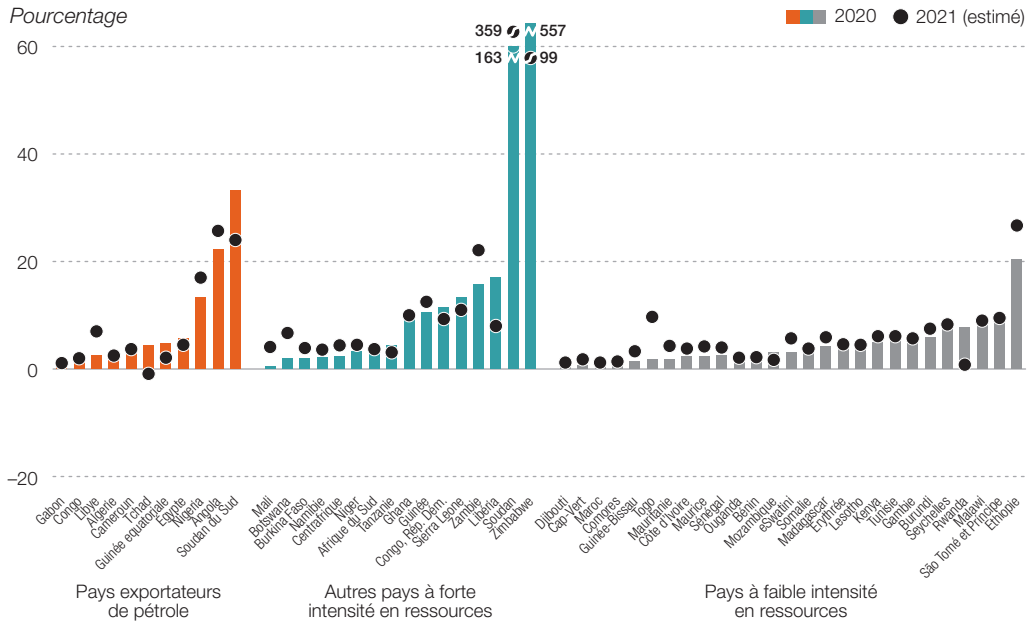
L'inflation moyenne des prix à la consommation en Afrique a augmenté d'environ 2,2 points de pourcentage jusqu'à atteindre 13,0 % en 2021, contre 10,8 % en 2020

ce qui laisse supposer que ces dernières ont d'importantes répercussions sur la monnaie. La dépréciation du taux de change dans les pays à faible intensité en ressources a été beaucoup plus faible, et certains ont même enregistré une légère appréciation, dans un contexte de lente reprise après la crise économique provoquée par la pandémie. Le monde est confronté à une incertitude accrue depuis l'invasion russe de l'Ukraine, provoquant l'instabilité des marchés financiers internationaux et exerçant une pression à la baisse sur les devises de nombreux pays africains. À court et à moyen terme, les monnaies de nombreux pays africains pourraient subir des pressions supplémentaires dans un contexte de normalisation de la politique monétaire dans les économies avancées pour freiner les pressions inflationnistes. Cela pourrait exacerber les pressions inflationnistes dans les pays où le taux de change a des répercussions relativement fortes sur l'inflation intérieure. Des monnaies dépréciées auraient des conséquences sur les coûts du service de la dette des pays africains, créant des risques budgétaires supplémentaires.

L'inflation devrait encore augmenter à moyen terme en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires

L'inflation moyenne des prix à la consommation en Afrique a augmenté d'environ 2,2 points de pourcentage jusqu'à atteindre 13,0 % en 2021, contre 10,8 % en 2020 (figure 1.10). Cette augmentation s'explique à la fois par la hausse des prix locaux des denrées alimentaires, due à des pénuries locales provoquées par la sécheresse, et par la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie. D'autres facteurs ont fortement contribué à cette situation : la politique monétaire accommodante visant à atténuer les effets négatifs de la pandémie ; et la répercussion de la dépréciation du taux de change sur les prix à l'importation dans certains pays. L'inflation devrait encore augmenter pour atteindre 13,5 % en 2022, faisant suite à la flambée des prix mondiaux des produits de base en raison de l'inadéquation entre l'offre et la demande et des perturbations de l'offre, exacerbées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le nouveau confinement

FIGURE 1.10 Inflation des prix à la consommation, 2020 vs. 2021



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

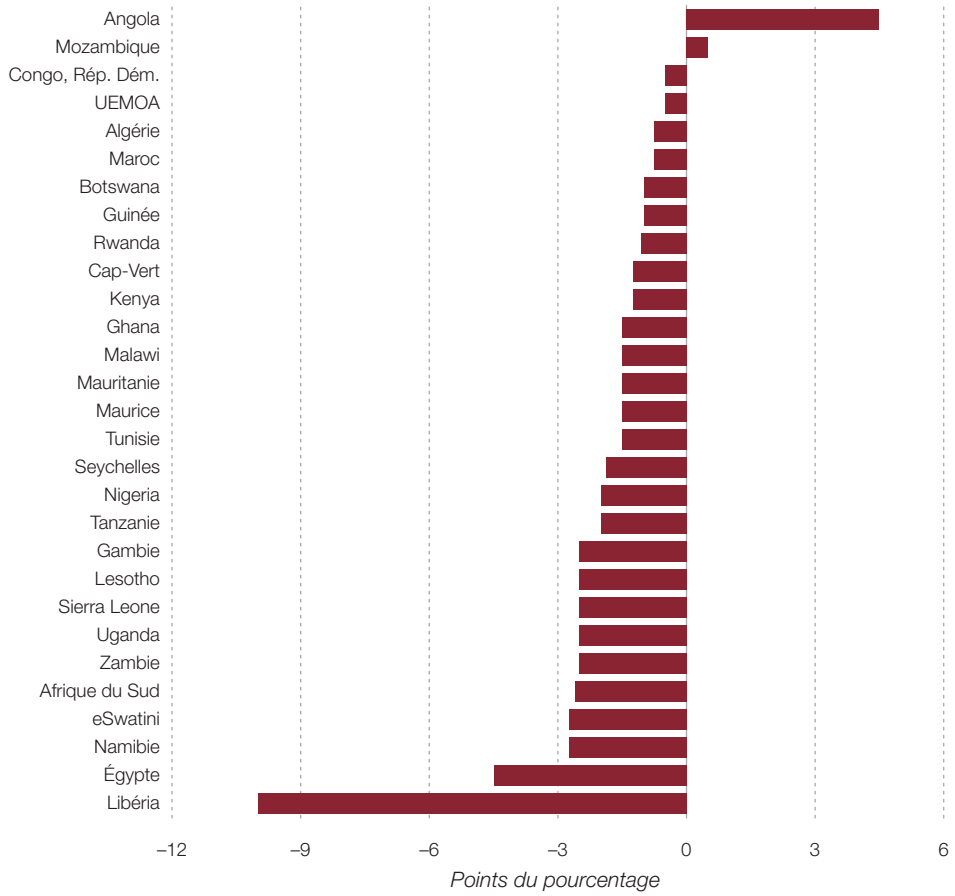
en Chine en raison d'une résurgence de la COVID-19 a entraîné la fermeture de centres manufacturiers et commerciaux clés, ce qui plombe encore plus les chaînes d'approvisionnement. L'inflation en Afrique continuera toutefois d'évoluer, en fonction de la durée du conflit russo-ukrainien, de l'assouplissement des blocages dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et de l'impact de celui-ci sur les prix des produits de base, ainsi que des stratégies des différents pays pour atténuer ces impacts.

Dans la plupart des pays africains, la politique monétaire a soutenu la reprise

La plupart des banques centrales de pays africains où l'inflation est en baisse ou relativement stable ont maintenu ou abaissé leurs taux directeurs depuis janvier 2020. Les baisses les plus importantes ont été enregistrées au Libéria (10 points de pourcentage) et en Égypte (4,5 points de pourcentage) (figure 1.11). Parmi les exceptions, citons l'Angola et le Mozambique, qui ont relevé leurs taux directeurs de 4,5 points de pourcentage et 0,5 point de pourcentage, respectivement, entre janvier 2020 et décembre 2021, en réponse à des pressions inflationnistes toujours plus pesantes. Certaines banques centrales, comme celles du Ghana, de Maurice, du Rwanda et de l'Afrique du Sud, ont également eu recours à des interventions non conventionnelles, y compris des injections directes de liquidités dans le système bancaire, des moratoires sur le paiement des prêts par les entreprises et les ménages gravement touchés et des rachats de titres d'État. Cependant, avec les récentes hausses des prix à la consommation – principalement alimentées par la hausse des prix des denrées alimentaires et d'autres produits de base – les autorités monétaires n'ont qu'une marge de manœuvre étroite pour mener des politiques plus accommodantes et doivent faire preuve de prudence à mesure que la reprise se consolide. Cela entraînera un durcissement de la politique monétaire dans les pays où les prévisions d'inflation dépassent les cibles à moyen et long terme, mais cela pourrait avoir des conséquences inattendues sur la reprise économique. En général, l'écheveau de facteurs chamboulant l'économie mondiale et leurs conséquences pour l'Afrique mettent à l'épreuve les outils de politiques traditionnels conçus pour relever les défis en temps normal. Les défis posés par ces multiples risques exigent une réponse de

Avec les récentes hausses des prix à la consommation, les autorités monétaires n'ont qu'une marge de manœuvre étroite pour mener des politiques plus accommodantes et doivent faire preuve de prudence à mesure que la reprise se consolide

FIGURE 1.11 Modifications des taux directeurs, janvier 2020 à décembre 2021



UEMOA est l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

Source : Base de données des statistiques financières internationales du Fonds monétaire international, statistiques de Haver, septembre 2021.

politique non conventionnelle, qui combine des perspectives nationales ainsi qu'une coalition et une approche mondiales tournées vers l'avenir pour inverser la tendance.

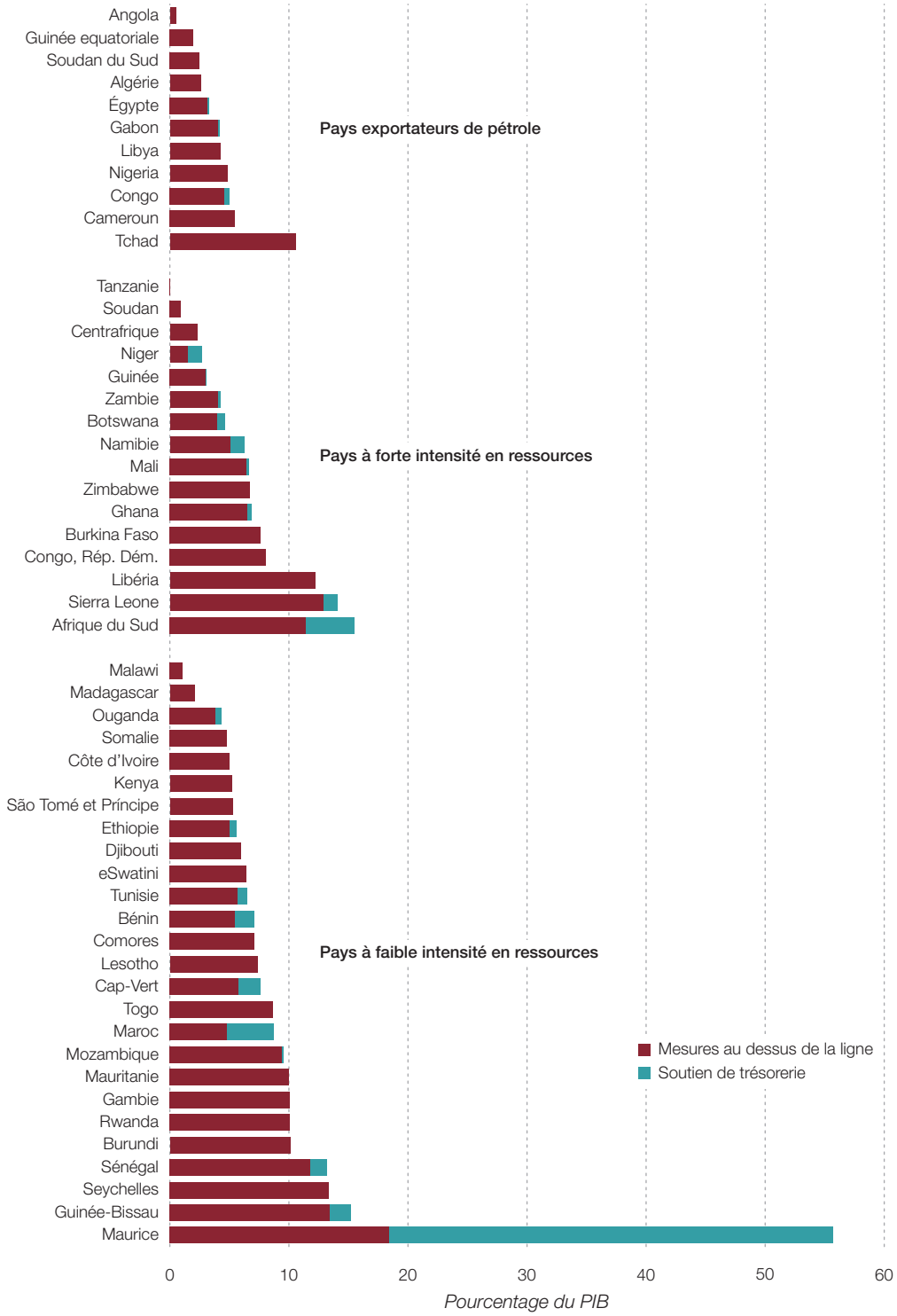
Les positions budgétaires devraient s'améliorer progressivement

Les déficits budgétaires se sont considérablement creusés en 2020, en raison des interventions liées à la COVID-19 (figure 1.12). Depuis le début de la pandémie, les gouvernements africains ont pris des mesures de relance budgétaire, mais dans un contexte de recettes limitées, les déficits budgétaires se sont creusés à 7,2 % du PIB en 2020, contre 4,3 % en 2019.

De nombreuses mesures de relance mises en œuvre jusqu'en septembre 2021 pour un total estimé à 6,2 % du PIB comprennent des mesures « au-dessus de la ligne » [2]. Les dépenses supplémentaires et les pertes de recettes sont estimées respectivement à 0,8 % du PIB pour le secteur de la santé et 2,4 % du PIB pour les autres secteurs non liés à la santé. Les mesures budgétaires ont été plus fortes en moyenne dans les économies dépendantes du tourisme, Maurice consacrant plus de la moitié de son PIB au soutien budgétaire en réponse à la pandémie de COVID-19, alors que les pays exportateurs de pétrole adoptaient des ensembles moins importants de mesures représentant de 0,5 % et à 12,2 % de leur PIB.

En 2021, les déficits budgétaires se sont légèrement réduits dans certains pays, soutenus par la reprise économique et l'amélioration concomitante des recettes. Toutefois, le déficit moyen estimé

FIGURE 1.12 Mesures budgétaires prises en réponse à la COVID-19, septembre 2021



Source : Calculs des services de la Banque sur la base de la revue Moniteur des finances publiques du Fonds monétaire international.

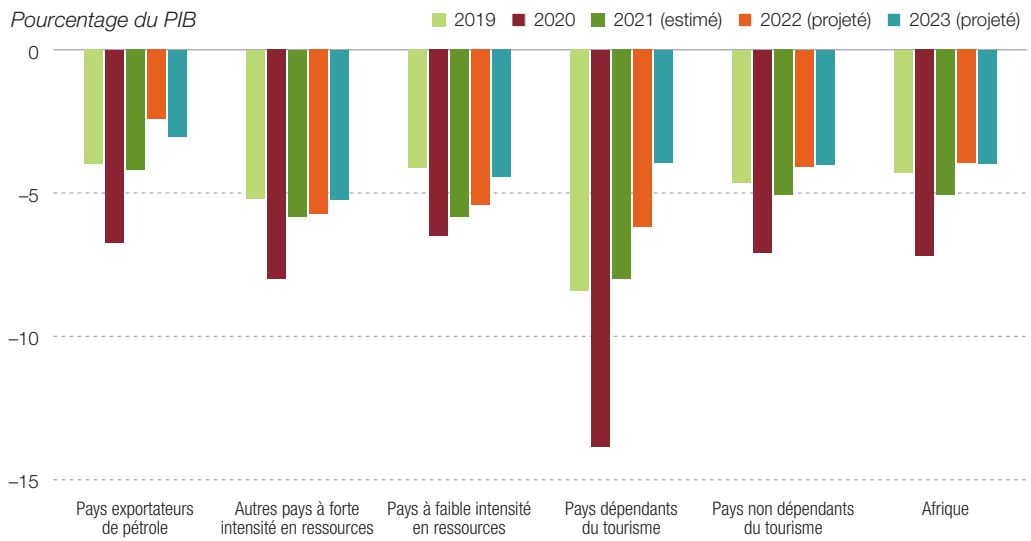
pour le continent est resté supérieur aux niveaux d'avant la pandémie, à 5,1 % du PIB en 2021 contre 4,3 % en 2019. Dans les pays exportateurs de pétrole et les autres pays à forte intensité en ressources, on estime que les déficits budgétaires ont diminué à 4,2 % et 5,8 % du PIB en 2021 contre 6,7 % et 8,0 % du PIB en 2020, respectivement (figure 1.13). Ces progrès s'expliquent par l'augmentation de la part des revenus tirés des produits de base. Les pays dépendants du tourisme ont également profité de cette embellie, leur déficit budgétaire moyen étant estimé à 8 % du PIB en 2021 contre 13,8 % en 2020. Le déficit budgétaire moyen en Afrique devrait se réduire à 4 % du PIB au cours des deux prochaines années. La reprise économique actuelle contribuera à consolider les revenus. Cependant, la hausse des prix des produits de base et les pressions inflationnistes suscitées par la crise russo-ukrainienne sont un facteur défavorable majeur pour la situation budgétaire à court et à moyen terme, en particulier pour les économies importatrices nettes de produits de base. À long terme, cependant, les efforts d'expansion de l'assiette des revenus, associée à l'assainissement budgétaire et à un meilleur ciblage des subventions lorsque celles-ci font partie de la boîte à outils de la politique budgétaire, offrent davantage de perspectives de réduction des tensions budgétaires en Afrique.

La hausse des prix des produits de base et les pressions inflationnistes suscitées par la crise russo-ukrainienne sont un facteur défavorable majeur pour la situation budgétaire à court et à moyen terme, en particulier pour les économies importatrices nettes de produits de base

À l'échelle mondiale, les mesures budgétaires en réponse à la pandémie de COVID-19 ont énormément varié

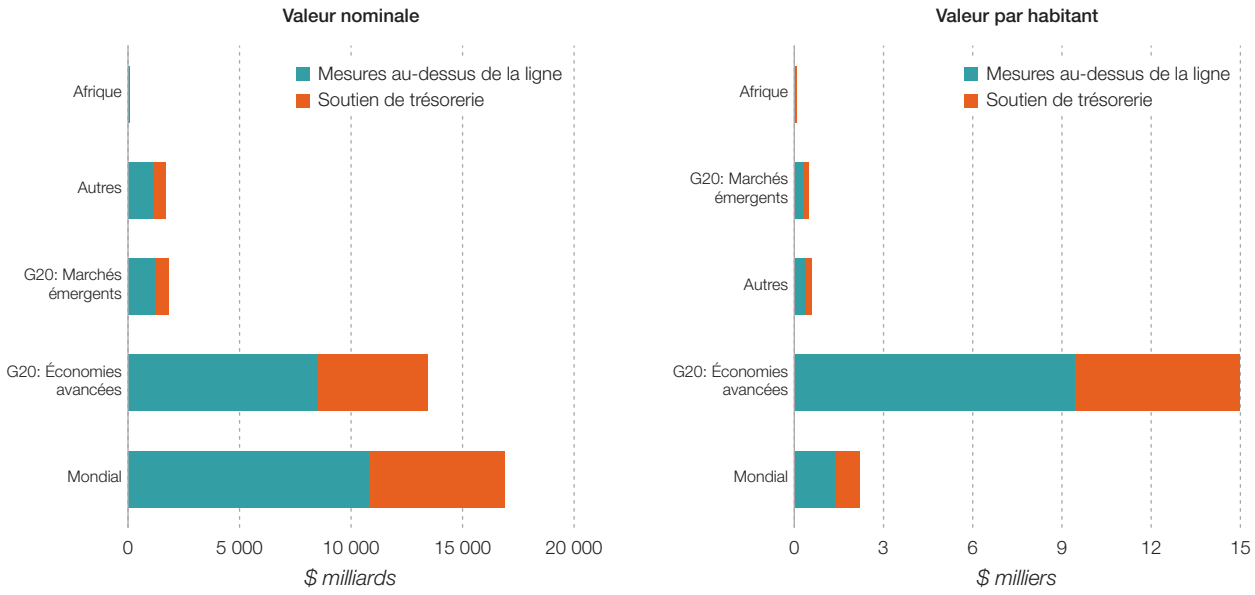
À l'échelle mondiale, les mesures budgétaires mises en œuvre pour lutter contre les effets de la pandémie sont estimées à environ 17 billions d'USD, soit environ 19 % du PIB mondial. Les deux tiers de ces mesures ont pris la forme de dépenses supplémentaires ou de revenus abandonnés, et le reste a essentiellement consisté en un soutien de trésorerie direct. La taille et la composition de l'appui budgétaire varient considérablement selon les groupes de pays, et ces deux éléments traduisent en partie la marge de manœuvre budgétaire et le développement économique des pays. Les économies avancées et les marchés émergents du groupe des pays du G20 représentent la majeure partie de la réponse budgétaire mondiale. Les pays en développement, y compris ceux d'Afrique, ont eu du mal à fournir un tel appui, ce qui a souligné les inégalités dans la disponibilité des ressources. La marge de manœuvre budgétaire pourrait encore se réduire face aux interventions attendues pour amortir l'impact négatif du conflit russo-ukrainien sur les économies africaines. Il sera donc crucial de remédier aux faiblesses actuelles du système de coopération mondiale actuel pour partager le fardeau du risque de pandémie (voir figure 1.14,

FIGURE 1.13 Solde budgétaire en pourcentage du PIB par groupe de pays, 2019–2023



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

FIGURE 1.14 Mesures budgétaires mondiales en réponse à la pandémie de COVID-19, janvier 2020-septembre 2021



Source : Calculs des services de la Banque à partir des données de la revue Moniteur des finances publiques du Fonds monétaire international, 27 septembre 2021.

volet de gauche) ainsi que les conséquences économiques de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Sur les 17 billions d'USD injectés, près de 13,5 billions provenaient des économies avancées du G20 et environ 1,8 billions des marchés émergents du G20. La plupart des pays, y compris les pays en développement à faible revenu et d'autres marchés émergents, représentaient ensemble environ 1,7 billions d'USD. La valeur totale de l'appui budgétaire dans les pays africains s'est élevée à 89,5 milliards d'USD (3,5 % du PIB de l'Afrique et environ 0,5 % des interventions budgétaires mondiales), dont 30 milliards d'USD en Afrique du Sud. Cette aide budgétaire anormalement faible accordée par les gouvernements africains par rapport à d'autres régions témoigne en outre des énormes disparités mondiales dans la réponse aux crises mondiales. Cette inégalité est encore plus évidente si l'on considère les chiffres par habitant, avec un soutien budgétaire estimé à environ 15 000 dollars par habitant dans les économies avancées du G20 contre une moyenne mondiale de 2 202 dollars et seulement 66 dollars par habitant en Afrique (figure 1.14, volet de droite).

En plus des mesures budgétaires, les économies avancées ont fourni plus de 10 % de leur PIB en mesures de politique monétaire non conventionnelle par l'intermédiaire de leurs banques centrales. En revanche, la plupart des pays africains, déjà confrontés à des contraintes financières sévères, ont consacré moins de 2 % de leur PIB à la politique monétaire en complément des mesures budgétaires.

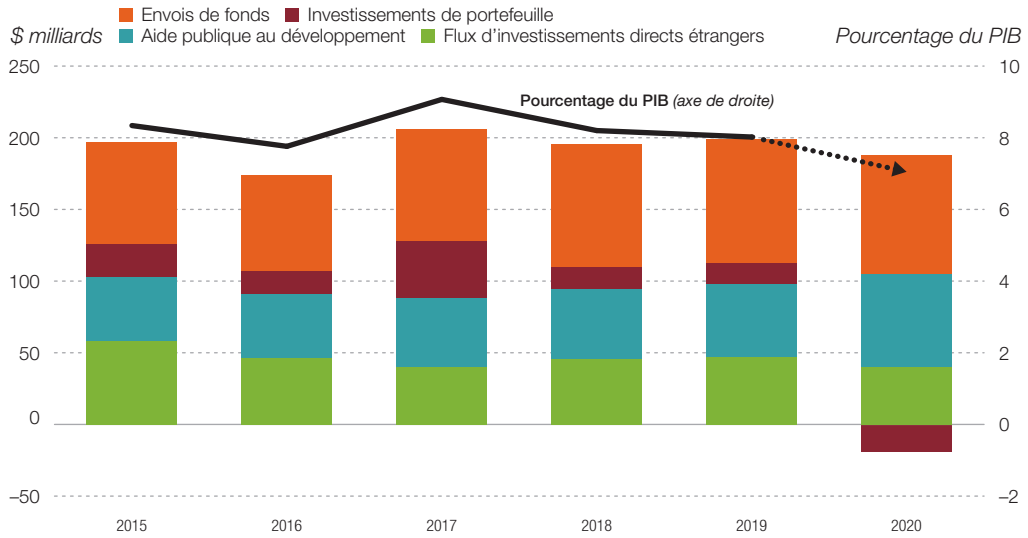
Flux financiers extérieurs vers l'Afrique

Au plus fort de la pandémie, les entrées de capitaux extérieurs ont diminué, tandis que les facteurs d'incertitude croissants à l'échelle mondiale assombrissent la reprise

En 2020, le total des flux financiers extérieurs vers les pays africains – investissements directs étrangers (IDE), investissements de portefeuille, aide publique au développement (APD) et envois de fonds – a reculé à 7,1 % du PIB, contre 8 % du PIB en 2019 (figure 1.15). Cette baisse s'explique principalement par une forte diminution de l'IDE et des investissements de portefeuille. Lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé les investissements transfrontaliers aux niveaux mondial et régional, l'IDE a chuté de 15,6 % en 2020 pour s'établir à 39,8 milliards d'USD, contre 47,1 milliards d'USD

Les pays en développement, y compris ceux d'Afrique, ont eu du mal à fournir un appui budgétaire en réponse à la pandémie de COVID-19, ce qui a souligné les inégalités dans la disponibilité des ressources et les fai-blesses du système de coopération mondiale actuel à partager le fardeau du risque de pandémie

FIGURE 1.15 Flux financiers extérieurs vers l'Afrique, 2015–2020



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement et calculs des services de la Banque.

en 2019. Bien que le recul de l'IDE ait été généralisé, il existe des différences notables entre les régions et les groupes de pays. Les économies dépendantes du tourisme ont enregistré des baisses abruptes de 33,7 % et de 30,9 % pour les autres économies à forte intensité en ressources. Les entrées d'IDE en Afrique du Nord ont diminué de 26,1 % pour atteindre 10,5 milliards d'USD en 2020, contre 14,3 milliards d'USD en 2019, tandis qu'en Afrique de l'Ouest, l'IDE a reculé de 23,9 % jusqu'à atteindre 8,8 milliards d'USD au cours de la même période.

L'IDE vers l'Afrique de l'Est est tombé à 6,5 milliards d'USD en 2020, soit une baisse de 3,9 % par rapport à 2019, et l'IDE vers l'Afrique australe a reculé à 4,9 milliards d'USD (soit une baisse de 18,5 %). L'Afrique centrale a été la seule région à enregistrer une augmentation, avec des entrées de 9 milliards d'USD, contre 8,5 milliards d'USD en 2019. L'augmentation des entrées de capitaux au Congo (19,3 %), au Gabon (10,5 %) et en République démocratique du Congo (10,7 %), due à une forte augmentation des investissements dans les industries extractives, a soutenu la croissance des IDE dans cette région. Selon les estimations pour 2021, la croissance de l'IDE vers les pays du continent variait de 0 à 10 %, beaucoup moins que la moyenne de 15 % pour les pays en développement.[3] Le conflit russo-ukrainien pourrait ne pas affecter de manière significative les flux d'IDE vers l'Afrique à court terme, car ni la Russie ni l'Ukraine ne sont des investisseurs mondiaux de premier plan sur le continent. Avant la crise russo-ukrainienne, les entrées totales d'IDE de la Russie vers l'Afrique représentaient moins de 1 % de l'IED total du continent, principalement dans le secteur des ressources naturelles. Cependant, les conséquences pourraient attirer des flux d'IDE vers l'Afrique, en particulier dans les pays dotés de minéraux rares ou de pétrole et de gaz, dans un contexte où les pays occidentaux abandonnent les sources d'énergie russes. Cela est de bon augure pour le développement des futures ressources énergétiques de l'Afrique.

Les pays africains ont enregistré une sortie nette de fonds de 19 milliards d'USD en investissements de portefeuille en 2020, contre une entrée nette de 14,5 milliards d'USD en 2019, les investisseurs s'étant repliés sur des marchés plus sûrs. Les grandes économies africaines ont toutes connu de fortes fluctuations, passant d'entrées aux sorties de fonds entre 2019 et 2020. Ce sont l'Égypte (de 4,13 milliards d'USD à 8,13 milliards d'USD), l'Afrique du Sud (9 milliards d'USD à 6,8 milliards d'USD) et le Nigéria (de 3,1 milliards d'USD à 3,6 milliards d'USD) qui ont connu les sorties nettes les plus importantes, en raison de l'aversion au risque induite par la pandémie. Les

sorties nettes d'investissements de portefeuille ont persisté en 2021, atteignant un record estimé à 26,7 milliards d'USD, en hausse de 40,2 % par rapport à 2020. Comme pour les IDE, la Russie ne figure pas parmi les principaux investisseurs de portefeuille en Afrique. Le conflit russo-ukrainien ne devrait donc pas avoir un effet significatif sur les flux d'investissements de portefeuille. L'APD a été une source importante de financement pour la plupart des pays africains. Bien que la plupart des pays donateurs aient connu des difficultés budgétaires croissantes et des besoins croissants de financement interne en 2020, l'APD à l'Afrique s'est montrée résiliente, avec une augmentation de 28 % pour atteindre 64,8 milliards d'USD en 2020, contre 50,7 milliards d'USD l'année précédente. On estime que l'APD à l'Afrique s'est reprise en 2021. Toutefois, les économies avancées risquent d'affecter leurs ressources à la reconstruction et l'aide humanitaire en Ukraine au détriment de leurs engagements en matière d'APD envers l'Afrique. Un conflit prolongé pourrait donc avoir un fort effet à long terme sur les flux d'APD vers l'Afrique.

En dépit de la pandémie, les envois de fonds vers l'Afrique sont restés résilients en 2020 (en raison du comportement anticyclique dans les pays d'accueil et de la stabilité relative par rapport aux flux de capitaux). Ils ont ainsi enregistré un déclin plus faible que prévu dans le rapport PEA 2021. Les envois de fonds représentaient 83,6 milliards d'USD en 2020, soit 3,9 % de moins seulement que le total de 87 milliards d'USD atteint en 2019. Bien que les flux aient diminué en Afrique centrale (de 40,4 %), en Afrique de l'Ouest (de 18,2 %) et en Afrique de l'Est (de 1,3 %), principalement en raison de l'effondrement des envois de fonds (- 46,6 %) en République démocratique du Congo, au Nigeria (- 27,7 %) et en Ouganda (- 25,5 %), d'autres régions ont enregistré une augmentation. En Afrique du Nord par exemple, les envois de fonds ont augmenté de 9,6 % en moyenne, tirés par la Mauritanie (161,7 %) la Tunisie (15,5 %), l'Égypte (10,5 %) et le Maroc (6,5 %). Les envois de fonds en Afrique australe ont également affiché leur résilience à la crise de la COVID-19 avec une augmentation de 7,1 %, principalement en Angola (133,7 %), en Zambie (37,3 %), au Zimbabwe (29,3 %) et au Mozambique (16,4 %), et malgré une baisse de 8,9 % en Afrique du Sud. Les envois de fonds devraient rester stables en 2021 et 2022.

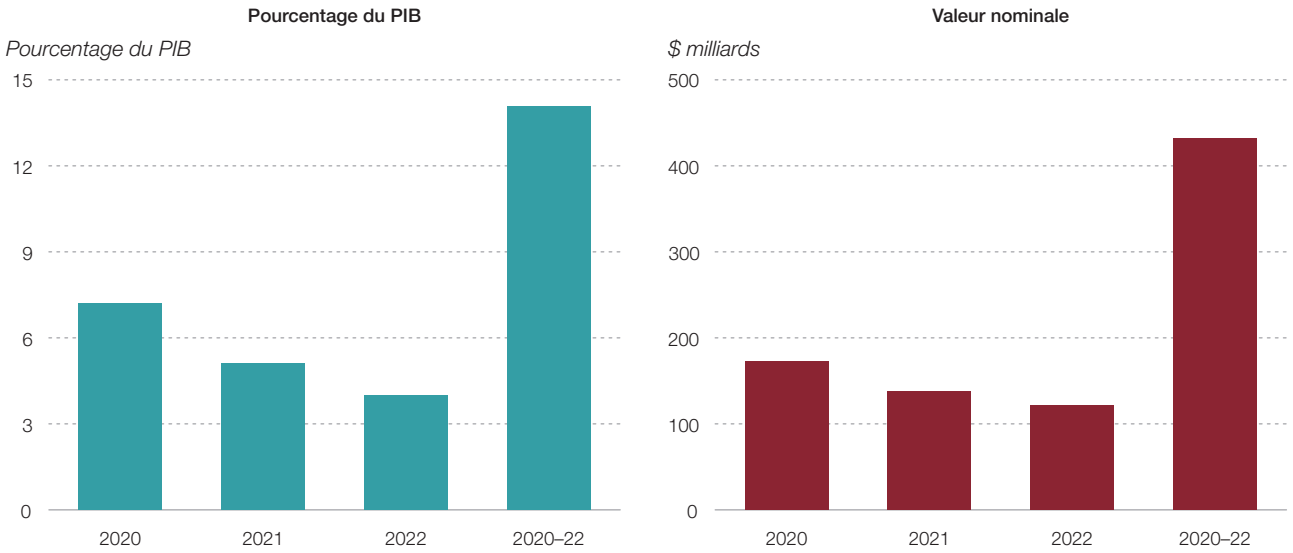
La dette souveraine

La dette souveraine demeure une menace pour la reprise économique, malgré les récentes initiatives d'allégement de la dette

Le ratio moyen dette/PIB en Afrique a été estimé à 71,4 % en 2020, en raison de la faiblesse des systèmes de gestion des finances publiques, des dépenses de sécurité, d'une inflation élevée, des faiblesses dans la mobilisation des revenus et de l'augmentation des dépenses publiques due à la pandémie. À court et à moyen terme, la dette souveraine de l'Afrique devrait rester supérieure à ses niveaux d'avant la pandémie, car les pays ont besoin de ressources supplémentaires – estimées à environ 432 milliards d'USD en 2020–2022 (une baisse par rapport aux 484 milliards d'USD estimés dans les PEA 2021 due en partie à une situation budgétaire meilleure que prévu). Les pays africains devront en effet faire face aux impacts socio-économiques de la pandémie et soutenir la reprise économique (figure 1.16). Il est vrai que, dans un contexte de marge de manœuvre budgétaire réduite, le soutien des politiques dont les pays ont tant besoin continuera à plomber les dettes souveraines des pays africains, qui devraient se stabiliser à environ 70 % du PIB en 2021 et 2022 (figure 1.17).

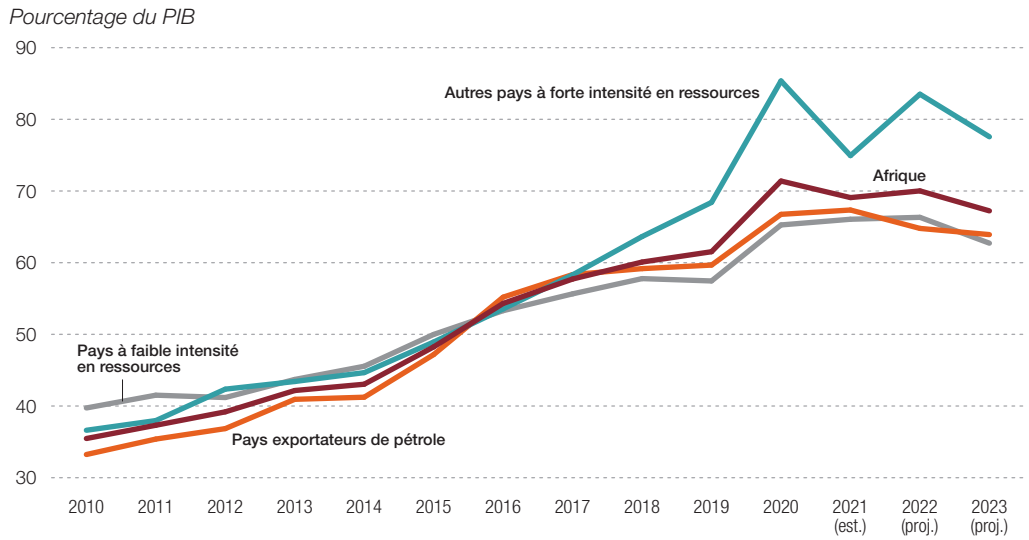
Bien que l'augmentation de la dette soit presque généralisée, les divers groupes de pays présentent des différences notables. La forte augmentation globale en 2020 (près de 10 points de pourcentage) est imputable aux économies riches en ressources non pétrolières. C'est ce groupe de pays qui a le plus contribué à l'augmentation globale de la dette, atteignant plus de 85,4 % du PIB cette année-là. Ce groupe est suivi de celui des pays exportateurs de pétrole (dette moyenne de 66,7 % du PIB) et les pays à faible intensité en ressources (65,3 % du PIB). Les niveaux d'endettement dans les pays à faible intensité en ressources ont considérablement augmenté, passant de 57,4 % en 2019 à environ 66,1 % en 2021, et devraient rester élevés à court terme. On estime que le ratio moyen dette/PIB dans les autres pays à forte intensité de ressources est tombé à 75 % en 2021. Cela est dû notamment à des baisses à São Tomé et Príncipe

FIGURE 1.16 Ressources supplémentaires nécessaires pour financer les déficits budgétaires en Afrique, 2020–2022



Remarque : Les besoins de financement sont calculés comme la valeur monétaire nécessaire pour couvrir les déficits budgétaires projetés dans un pays. En raison des contraintes de données pour 2021 et 2022, le calcul n'a pas pris en compte la totalité de la dette à court terme, des intérêts et des amortissements. En outre, il a été supposé que les pays africains n'étaient pas en mesure de combler le déficit de financement pour 2020 et 2021, qui s'ajoutent donc à l'ensemble des besoins de financement pour 2020–22.
Source : Calculs des services de la Banque.

FIGURE 1.17 Dette publique brute en pourcentage du PIB, 2010–2023



Source : Calculs des services de la Banque à partir de la base de données Perspectives de l'économie mondiale.

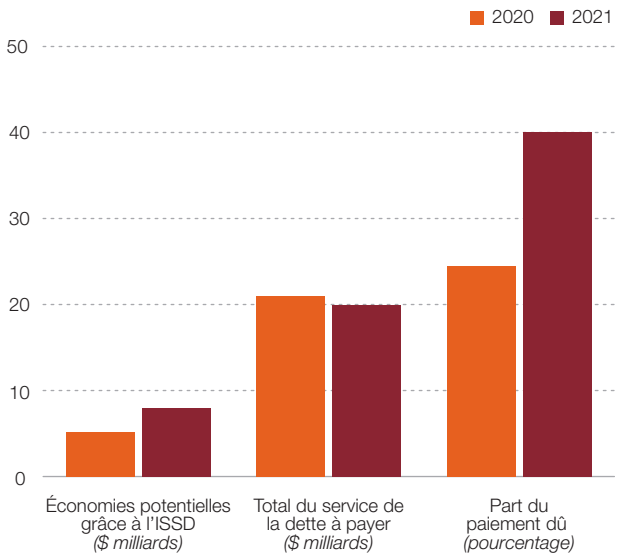
(20 points de pourcentage), au Soudan (86 points de pourcentage), en Zambie (17 points de pourcentage) et au Zimbabwe (35,1 points de pourcentage) en raison des fortes augmentations du PIB nominal par rapport à la dette publique libellée en dollars nominaux et de la réduction des obligations au titre du service de la dette en 2021 au titre de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD). Toutefois, des pressions accrues de dépréciation des taux de change, en particulier chez les

importateurs nets de produits de base sur fond de guerre russo-ukrainienne, pourraient augmenter le coût du service de la dette dans de nombreux pays africains.

La communauté internationale a fourni des liquidités indispensables et un allégement temporaire du service de la dette pendant la pandémie, mais cela ne suffira peut-être pas à empêcher les pays de glisser dans le surendettement. Des exemples de soutien de trésorerie sont l'ISSD, lancée en avril 2020 et prolongée jusqu'en décembre 2021. Les économies potentielles permises par l'ISSD dans les 38 pays africains remplissant les conditions requises sont estimées à plus de 13 milliards d'USD (figure 1.18), allant de 4,5 millions d'USD au Libéria à 2,9 milliards d'USD en Angola. Cependant, bien que l'ISSD ait atténué les fortes pressions de trésorerie immédiates sur les économies africaines, l'initiative reste peu ambitieuse, et les économies potentielles réalisées grâce à ce moratoire ne représentent que 24,5 % du paiement total du service de la dette des pays africains pour 2020 et 40,1 % pour 2021 (voir figure 1.18). En outre, cette suspension du service de la dette n'est qu'une solution temporaire, car avec l'expiration de l'ISSD en décembre 2021, les pays africains participants doivent se préparer à rembourser dans les années suivantes leur service de la dette de 2020 et 2021.

Outre le fait que l'ISSD ne permet que des économies limitées, ce mécanisme n'a pas été conçu pour résoudre les problèmes structurels de la dette de la majorité des pays africains. En novembre 2020, les créanciers du G20 et du Club de Paris sont donc parvenus à un accord sur un cadre commun de traitement de la dette (Cadre commun) pour résoudre les problèmes d'insolvabilité prolongée et de liquidités dans les pays éligibles à l'ISSD. La valeur ajoutée du Cadre commun était d'attirer de nouveaux créanciers officiels, notamment la Chine, l'un des grands créanciers officiels bilatéraux émergents pour de nombreux pays africains.[4] Toutefois, près de deux ans après sa création, le Cadre commun n'a pas véritablement atteint l'objectif visé. Il s'est avéré difficile de traduire l'accord de principe en des résultats concrets, en partie à cause de l'effet combiné d'un manque de coordination des créanciers, de partage de l'information et de transparence des

FIGURE 1.18 Économies potentielles permises par l'ISSD dans les 38 pays africains éligibles



ISSD est l'Initiative pour la Suspension du Service de la Dette
Source : Calculs des services de la Banque à partir des statistiques de la Banque africaine de développement et du système de notification de la dette extérieure de la Banque mondiale.

procédures, ainsi que de participation du secteur privé. Aucun des trois pays africains – le Tchad, l'Éthiopie et la Zambie – qui ont à ce jour demandé à bénéficier du traitement de la dette au titre du Cadre commun n'a achevé le processus visant à l'accorder aux bénéficiaires. Cela donne à penser que le continent a besoin de réformes structurelles plus nombreuses pour sortir de la dette.

L'allocation générale par le FMI, le 23 août 2021, de 650 milliards d'USD en droits de tirage spéciaux (DTS) a également contribué à atténuer les pressions de trésorerie de nombreux pays en renforçant leurs réserves externes. En fonction de leurs quotes-parts au FMI, les pays africains ont collectivement reçu environ 33,2 milliards d'USD. Pourtant, ce montant ne représente que 5 % de leur allocation totale de DTS et seulement une part minime de leurs besoins de financement. Afin de concilier la distribution avec ces besoins, le FMI a demandé que les DTS des membres ayant des positions extérieures fortes soient fléchés volontairement vers le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, qui n'impose actuellement pas d'intérêts.

Un niveau élevé de respect de cette exigence de mise en commun des ressources dans le Fonds est essentiel pour que les pays africains puissent davantage tirer parti des liquidités des DTS et se placer sur le chemin de viabilité de la dette. En outre, la Commission de l'Union africaine a appelé les économies avancées « volontaires » à reverser leur dotation de DTS à l'Afrique, et a recommandé qu'une partie de ces DTS soit acheminée par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement en tant que détenteur prescrit, afin de mobiliser les ressources pour financer davantage les économies africaines.

Ces initiatives d'allégement de la dette n'ont toutefois pas empêché les vulnérabilités de la dette de se multiplier. En février 2022, 23 pays africains étaient soit en situation de surendettement, soit à risque de surendettement (16 étaient à haut risque de surendettement et 7 en surendettement) sur les 38 pays africains pour lesquels des analyses de viabilité de la dette sont disponibles (figure 1.19).

Malgré l'augmentation des vulnérabilités de la dette en Afrique, la politique monétaire accommodante adoptée à l'échelle mondiale au plus fort de la pandémie a permis à de nombreux pays africains de gérer les paiements d'intérêts sur la dette. La normalisation de la politique monétaire dans les pays avancés, visant à contenir l'inflation, entraîne une hausse des taux d'intérêt mondiaux. Associé aux pressions croissantes exercées sur les monnaies de nombreux pays africains, le durcissement de la politique monétaire dans les économies avancées risque d'exacerber la vulnérabilité de la dette. L'environnement économique actuel, caractérisé par une marge de manœuvre limitée pour la politique budgétaire procyclique intérieure en Afrique, pourrait nécessiter de repenser la réponse politique mondiale, y compris rétablir le cadre ISSD, afin d'aider les pays endettés à faire face aux nouveaux défis liés à la dette. La nouvelle ISSD devrait prévoir des incitations pour attirer la participation des créanciers commerciaux, qui jusqu'à présent n'avaient pas envie de s'engager avec leurs emprunteurs.

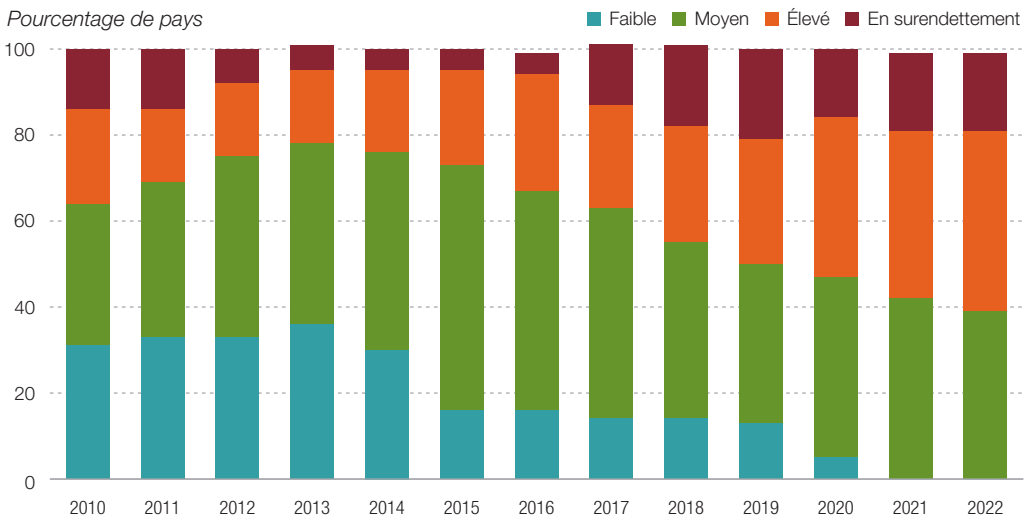
Les initiatives d'allégement de la dette n'ont pas empêché les vulnérabilités de la dette de se multiplier. En février 2022, près de trois cinquièmes des pays africains étaient soit en situation de surendettement, soit à risque de surendettement

Position extérieure et solde du compte courant

La position extérieure globale de l'Afrique devrait encore s'améliorer, reflétant le choc positif plus fort des termes de l'échange sur les exportateurs nets d'énergie, de métaux et de minéraux en raison de la guerre russo-ukrainienne et des sanctions contre la Russie

On estime que le déficit global du compte courant s'est réduit à 2,4 % en 2021, contre 3,7 %

FIGURE 1.19 La COVID-19 a entraîné un risque accru de surendettement extérieur en Afrique



Remarque : En date de février 2022.

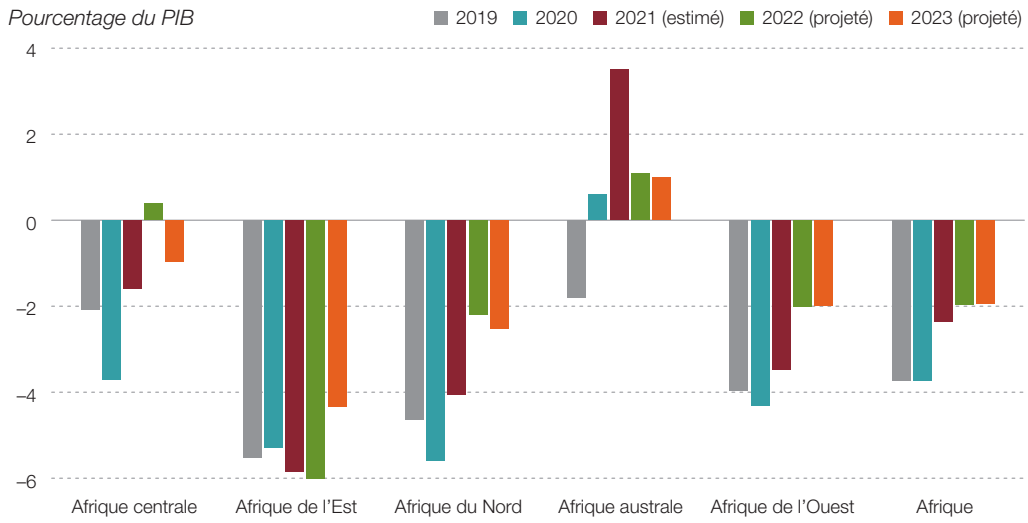
Source : Calculs des services de la Banque à partir de la base de données des évaluations de la viabilité de la dette des pays à faible revenu.

en 2020 (figure 1.20). C'est là le fruit de la reprise des paiements de dividendes qui ont été suspendus en 2020, ainsi que de l'amélioration de la balance commerciale et des transferts courants (figure 1.21). À mesure que les pays commençaient à rouvrir, que les prix du pétrole et d'autres produits de base repartaient à la hausse et que la demande mondiale augmentait, le commerce s'est repris, réduisant ainsi le déficit commercial de l'Afrique. De même, avec l'amélioration du climat économique mondial, les transferts vers l'Afrique ont commencé à se rétablir. La récente allocation de DTS a contribué à renforcer la position extérieure de certains pays africains.

Le déficit global du compte courant devrait se réduire à 2,0 % du PIB en 2022, contre 2,4 % en 2021, avec des différences selon les régions (voir figure 1.20). L'amélioration du déficit en

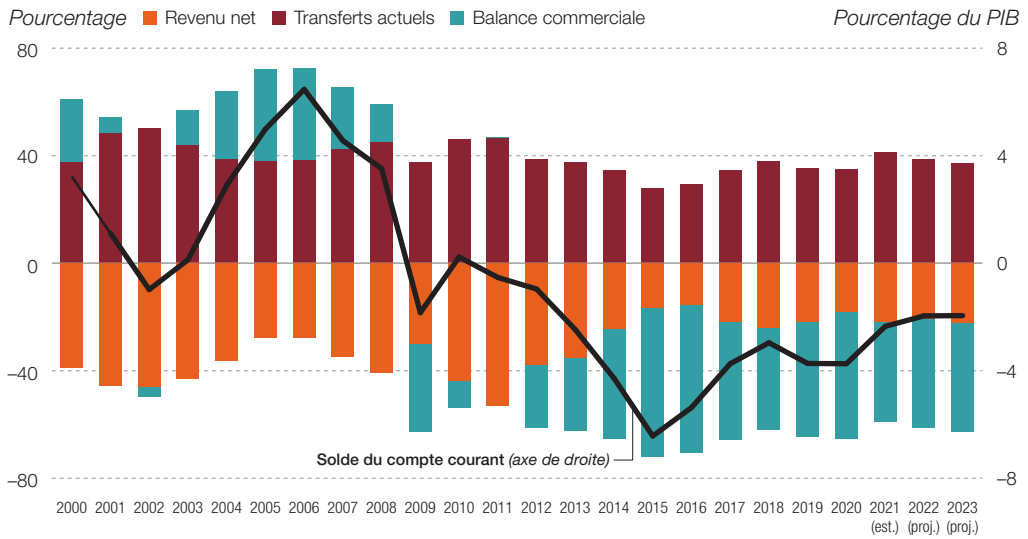
Le déficit global du compte courant devrait se réduire à 2,0 % du PIB en 2022, contre 2,4 % en 2021

FIGURE 1.20 Soldes des comptes courants par région, 2019–2023



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

FIGURE 1.21 Décomposition du solde du compte courant, 2000–2023



Source : Statistiques de la Banque africaine de développement.

2022 traduit les gains importants des termes de l'échange favorables aux exportateurs nets d'énergie, de minéraux et de métaux, qui sont supérieurs aux pertes découlant de l'augmentation potentielle du déficit commercial dans les pays importateurs nets d'énergie et d'autres produits de base. Tous les pays riches en pétrole devraient profiter de la hausse des prix du pétrole et inverser les déficits en 2021 ou renforcer les excédents pour les pays qui étaient déjà en excédent. L'Afrique centrale, la région avec les plus de pays riches en pétrole et en minéraux, est celle qui devrait le plus tirer son épingle du jeu, passant d'un déficit de 1,6 % du PIB en 2021 à un excédent de 0,4 % en 2022. C'est là la traduction des excédents enregistrés au Congo, en République démocratique du Congo et au Tchad. En Afrique australe, l'excédent courant devrait diminuer à 1,1 % du PIB en 2022, contre 3,5 % en 2021, en grande partie attribuable à l'Afrique du Sud (déficit de 1,4 % du PIB en 2022, contre un excédent de 3,8 % en 2021). L'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest devraient enregistrer des déficits du compte courant en baisse en 2022 (2,2 % et 2,0 %, respectivement). En Afrique de l'Est, le déficit devrait rester stable à environ 6,0 % du PIB en 2022. Les exportateurs de pétrole et de gaz naturel de l'Afrique du Nord, tels que l'Algérie et la Libye, devraient profiter de la hausse des prix, avec des excédents du solde du compte courant en 2022.

Cependant, de nombreuses incertitudes planent sur les perspectives du compte courant de l'Afrique, notamment le déploiement de la vaccination, l'évolution de la pandémie et l'évolution du conflit russo-ukrainien. Si ce conflit s'enlise, les échanges mondiaux continueront de se montrer faibles, et les flux de capitaux touristiques vers les pays africains risquent de s'infléchir, ce qui, ensemble, affaiblira davantage la position extérieure du continent. Les importateurs nets de produits de base sont les plus exposés à l'impact de la guerre et à la forte hausse des prix des produits de base qui en découle. Ces pays connaîtront donc probablement une aggravation des déficits commerciaux et du compte courant. Les principaux moteurs du déficit du compte courant restent le déficit commercial et les paiements nets des facteurs étrangers, et des transferts courants de l'autre côté (figure 1.21). Cette répartition est susceptible de changer à court et à moyen terme en fonction de l'évolution de la guerre russo-ukrainienne et des impacts sur les flux commerciaux et financiers.

Selon les projections révisées de croissance, 28,7 millions d'Africains supplémentaires ont plongé dans l'extrême pauvreté en 2021 par rapport aux chiffres projetés pré-COVID-19

MISE À JOUR DES PRÉVISIONS DES EFFETS SOCIOÉCONOMIQUES DE LA COVID-19 ET DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN EN AFRIQUE

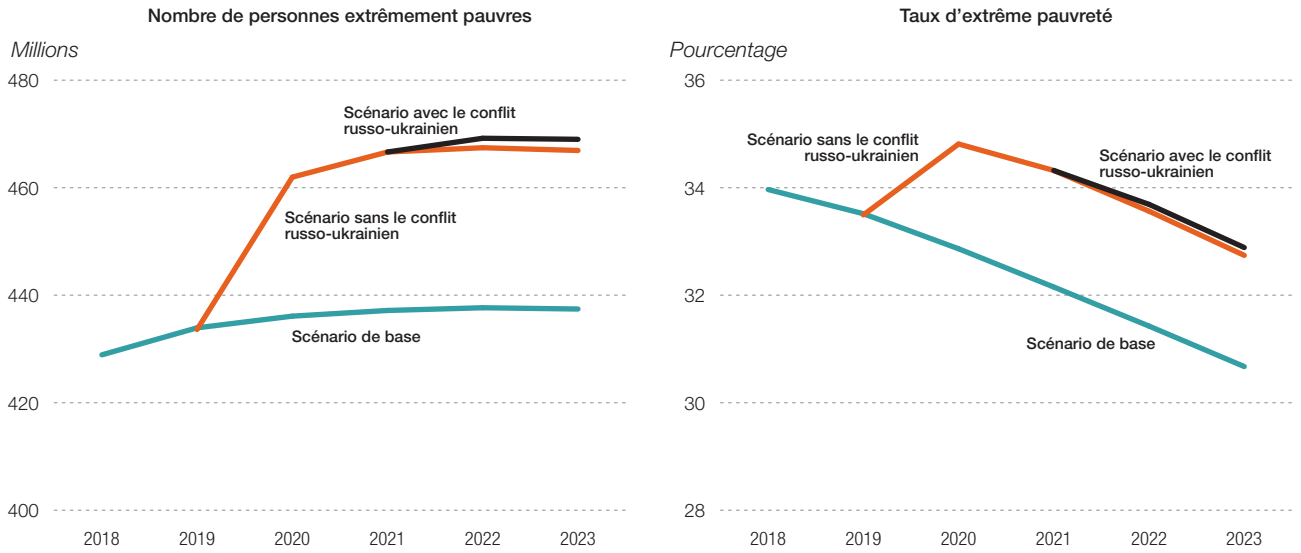
Effets sur la pauvreté et le bien-être

Malgré une relance prévue de la croissance économique en Afrique, la pandémie de COVID-19 ainsi que la guerre russo-ukrainienne devraient exacerber l'extrême pauvreté sur le continent

Les estimations de la Banque ont montré que 28,7 millions d'Africains supplémentaires ont plongé dans l'extrême pauvreté en 2021 par rapport aux chiffres projetés pré-COVID-19 (figure 1.22, volet de gauche), contre environ 26 millions en 2020, ce chiffre devrait atteindre 29,6 millions en 2022 et 2023. La révision à la baisse de l'effet de la pandémie sur la pauvreté en Afrique par rapport aux PEA 2021 (une baisse de 4,6 et 10 millions en 2020 et 2021, respectivement) reflète principalement de meilleures performances de croissance que celles prévues en 2020 (une contraction de 1,6 % au lieu de 2,1 % selon les PEA 2021) et 2021 (une estimation de croissance de 6,9 % contre 3,4 % selon les PEA 2021).

L'éclatement du conflit russo-ukrainien, qui a entraîné une hausse soudaine des prix de l'énergie et d'autres matières premières et provoqué des perturbations de l'offre mondiale, a des conséquences sur les économies africaines (voir encadré 1.1). Le ralentissement prévu de la croissance et l'inflation plus élevée prévue pour 2022 auront des répercussions sur la pauvreté de l'Afrique. En particulier, la baisse des revenus réels dans un contexte de hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant frappera de plein fouet les ménages vulnérables qui

FIGURE 1.22 Extrême pauvreté en Afrique, 2018–23



Remarque : Le scénario de base se réfère aux projections d'avant la pandémie de COVID-19. Le scénario sans le conflit russo-ukrainien tient compte uniquement de la pandémie de COVID-19 mais pas de l'impact du conflit russo-ukrainien, alors que le scénario sans le conflit russo-ukrainien intègre dans les projections les impacts de la pandémie de COVID-19 ainsi que du conflit russo-ukrainien.

Source : Calculs des services de la Banque à partir des bases de données PovcalNet de la Banque mondiale, des projections de croissance à partir des statistiques de la Banque africaine de développement et les projections démographiques établies par la Division de la population de l'ONU.

vivent déjà à la limite de la pauvreté. Si la crise russo-ukrainienne persiste, environ 1,8 million et 2,1 millions d'Africains supplémentaires pourraient ainsi basculer dans l'extrême pauvreté en 2022 et 2023, respectivement – conséquence directe des retombées économiques du conflit. Toutefois, l'effet de la crise russo-ukrainienne sur la pauvreté est très variable d'un pays à l'autre, selon sa structure économique, notamment selon qu'il s'agit d'un exportateur net ou d'un importateur net de pétrole et d'autres produits de base (figure 1.23).

Cependant, en termes relatifs, le taux d'extrême pauvreté devrait diminuer à 32,9 % en 2023, contre 34,3 % en 2021 (figure 1.22, volet de droite), conformément aux perspectives révisées de reprise de la croissance, mais restera environ 2 points de pourcentage au-dessus des estimations d'avant la pandémie.

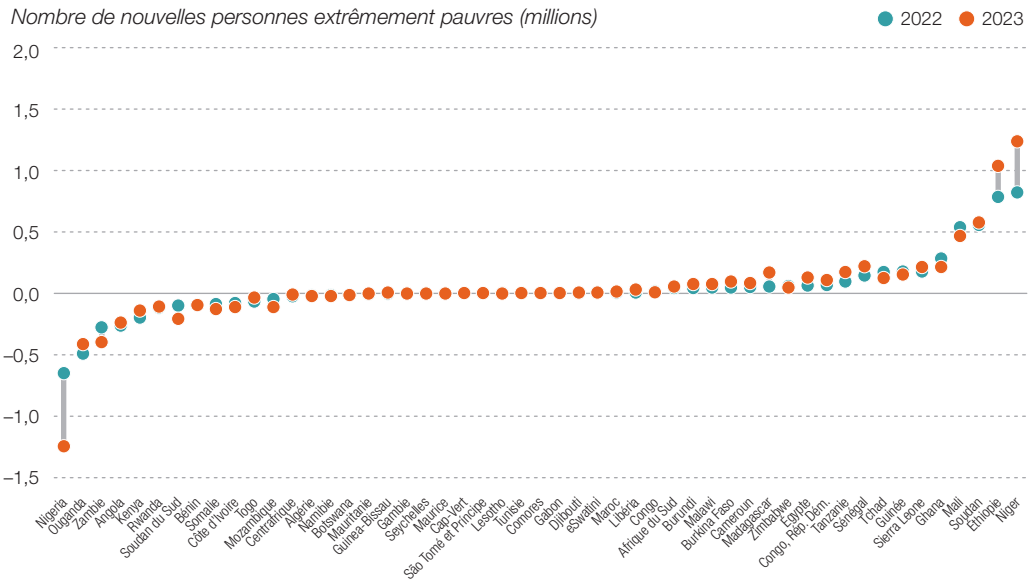
La plupart des personnes qui ont récemment basculé dans la pauvreté en raison de la COVID-19 et du conflit Russie-Ukraine vivent en Afrique de l'Ouest, et constitueraient une moyenne d'environ 39 % du total en 2021–2023. C'est le Nigeria qui enregistre la plus forte hausse de la pauvreté (environ 5,4 millions de nouveaux pauvres par an contre quelque 465 000 en moyenne pour les autres pays de la région). L'Afrique du Nord (hors Libye) et l'Afrique de l'Est, avec la croissance du PIB réel par habitant la plus élevée en 2021–23 (2,7 % et 2,4 %, respectivement), devraient afficher les plus faibles augmentations des taux d'extrême pauvreté au cours de cette période (0,5 et 2,1 points de pourcentage, respectivement).

La persistance de la pauvreté devrait retarder le retour aux taux d'extrême pauvreté pré-COVID-19

Le retour aux taux d'extrême pauvreté pré-COVID-19 prendra probablement plus de temps que prévu, surtout avec les perspectives actuelles de croissance économique (figure 1.24). En supposant que les économies africaines connaissent une croissance moyenne presque identique à celle actuellement prévue pour la période 2021–2023, elles auraient besoin de plus d'une décennie pour rattraper les taux de pauvreté prévus avant la pandémie de la COVID-19, car la croissance du PIB réel par habitant reste insuffisante pour

En supposant que les économies africaines connaissent une croissance moyenne presque identique à celle actuellement prévue pour la période 2021–2023, elles auraient besoin de plus d'une décennie pour rattraper les taux de pauvreté prévus avant la pandémie de la COVID-19

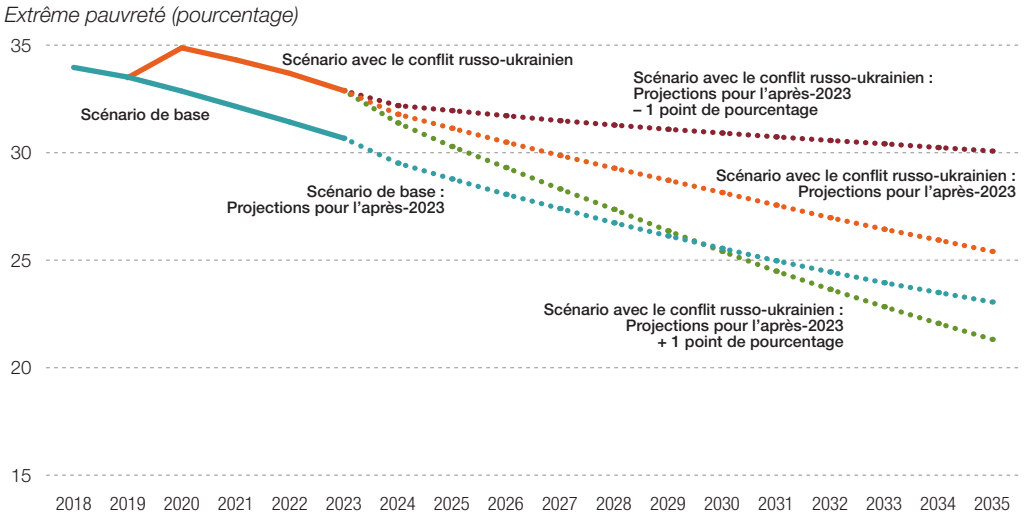
FIGURE 1.23 Projection de l'impact du conflit russo-ukrainien sur l'extrême pauvreté en Afrique, par pays, 2022 et 2023



Remarque : Pour chaque année, l'impact du conflit russo-ukrainien sur la pauvreté est calculé comme la différence entre les projections de pauvreté post-conflit et pré-conflit.

Source : Calculs des services de la Banque fondés sur les bases de données PovcalNet de la Banque mondiale, et les projections de croissance établies à partir des statistiques de la Banque africaine de développement et les projections démographiques établies par la Division de la population de l'ONU.

FIGURE 1.24 Selon les projections actuelles, l'Afrique aura besoin de plus d'une décennie pour rattraper les taux d'extrême pauvreté pré-COVID-19



Remarque : Les projections pour l'après-2023 supposent que le PIB par habitant de chaque pays africain augmentera à partir de 2024 à un taux semblable à la croissance moyenne de son PIB par habitant entre 2021–23, pour les scénarios de base (pré-COVID-19) et sans le conflit russo-ukrainien.

Source : Calculs des services de la Banque issus de la base de données PovcalNet de la Banque mondiale, des projections de croissance faites sur la base des statistiques de la Banque africaine de développement, et des projections démographiques de la Division de la population de l'ONU.

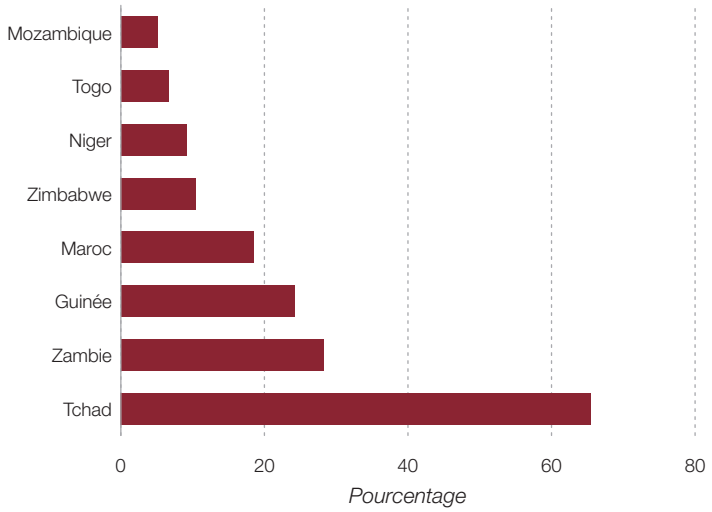
compenser l'impact économique de la pandémie. Dans un scénario plus optimiste, qui prévoit une croissance moyenne du PIB par habitant supérieure d'un point de pourcentage à partir de 2024 dans chaque pays, il faudrait encore environ sept ans en moyenne pour atteindre le taux d'extrême pauvreté qui aurait été enregistré en l'absence de pandémie et de la crise russo-ukrainienne. D'où l'importance de mettre en place des politiques favorables à une reprise plus forte après l'épisode COVID-19 non seulement pour revenir aux taux de pauvreté d'avant la pandémie, mais aussi pour les réduire davantage.

La pandémie continue de perturber les marchés du travail en Afrique, et le secteur de l'emploi ne s'est pas encore totalement rétabli

Avant la pandémie, l'Afrique enregistrait un transfert régulier de la main-d'œuvre de l'agriculture vers les secteurs non agricoles, en particulier dans les services informels qui, selon les estimations, constituent une source de subsistance pour environ 90 % de la main-d'œuvre africaine. La pandémie a encore accentué le déséquilibre disproportionné dans le secteur de l'emploi en raison de la pression qu'elle a exercée sur le secteur privé. Selon les enquêtes suivies de la Banque mondiale auprès des entreprises pour mesurer l'impact de la COVID-19, près de 18 % des entreprises se trouvant dans les huit pays africains visés par les enquêtes ont dû arrêter leurs activités de façon temporaire ou définitive entre le premier trimestre 2020 et avril 2021. Cependant, la proportion de ces fermetures varie selon les pays, allant de 5,2 % au Mozambique à 65,8 % au Tchad (figure 1.25). Elles varient également selon les secteurs, le secteur des services (commerce de détail, hôtellerie, restauration et autres services) étant plus touché que le secteur manufacturier – environ 11 % (5,7 % de fermetures permanentes et 5,5 % de fermetures temporaires) contre environ 1 % (fermeture permanente ou temporaire).

La fermeture d'entreprises demeure plus marquée en Afrique que dans les autres régions en développement (tableau 1.1) : 91,5 % des entreprises africaines sont restées ouvertes pendant la pandémie, contre plus de 95 % dans les autres régions en développement. Et si près de 4,5 % des entreprises africaines étaient définitivement fermées, 4,1 % n'étaient encore que temporairement fermées au moment de l'enquête. Ce chiffre est bien plus élevé que celui des entreprises fermées définitivement (1,3 %) et temporairement (3,4 %) dans les autres régions en développement. Les entreprises du secteur formel étaient confrontées à un risque plus élevé de fermeture en Afrique que dans d'autres régions, mais un nombre encourageant d'entreprises temporairement fermées rouvrent leurs portes.

FIGURE 1.25 Proportion des entreprises fermées au moins une fois, premier trimestre 2020 à avril 2021



Source : Enquêtes suivies de la Banque mondiale auprès des entreprises pour mesurer l'impact de la COVID-19.

Les entreprises pourraient s'engager sur la voie d'une réouverture lente, car le taux d'emploi n'a pas complètement retrouvé son niveau d'avant la pandémie. L'Organisation internationale du travail a estimé, pour les trois premiers trimestres de 2021, des heures de travail inférieures d'au moins 4,5 % au niveau du quatrième trimestre de 2019, soit 131 millions d'emplois à temps plein (figure 1.26). En outre, la part de l'Afrique dans la perte mondiale d'heures de travail a augmenté pour s'établir à 16 % en 2021, cet écart étant en partie dû à un accès très inégal à la vaccination (figure 1.27 ; et voir « Vaccination contre la COVID-19 » ci-dessous).

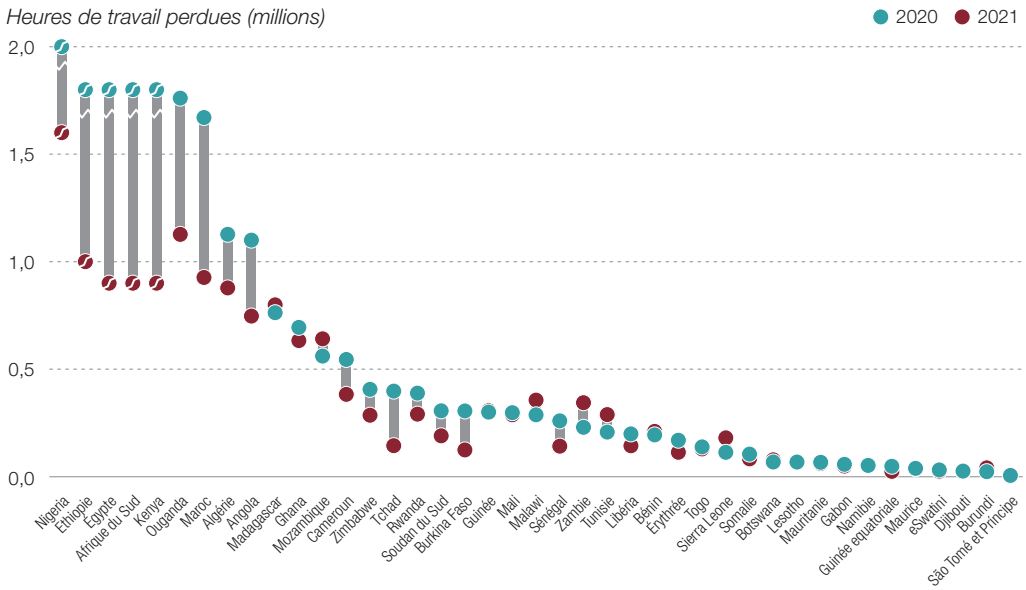
L'une des principales raisons de l'écart entre l'Afrique et le reste du monde en matière de

TABLEAU 1.1 Probabilité de transition de la survie des entreprises pendant la pandémie COVID-19 entre le premier trimestre de 2020 et avril 2021, en Afrique et dans les autres régions en développement, en pourcentage

		Cycle 2				
		Fermées définitivement	Fermées temporairement	Ouvertes	Total	
Cycle 1	Fermées définitivement	1.78	0	0	1.78	Afrique
	Fermées temporairement	0.09	1.47	6.74	8.30	
	Ouvertes	2.58	2.59	84.75	89.92	
	Total	4.45	4.06	91.49	100	
	Fermées définitivement	0.51	0	0	0.51	Autres régions en développement
	Fermées temporairement	0.20	1.18	4.85	6.23	
	Ouvertes	0.59	2.21	90.47	93.26	
	Total	1.29	3.39	95.32	100	

Remarque : Les proportions des cellules sont pondérées en utilisant le poids au niveau de l'entreprise de l'Enquête menée auprès des entreprises. Les autres régions du monde regroupent, au sens de la Banque mondiale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (à l'exclusion des pays d'Afrique du Nord), l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie de l'Est et le Pacifique, et l'Europe et l'Asie centrale. La figure 1.24 présente les pays africains participant à l'enquête.
Source : Calculs des services de la Banque issus des enquêtes suivies auprès des entreprises sur l'impact de la COVID-19, cycles 1 et 2.

FIGURE 1.26 Heures de travail perdues en raison de la COVID-19 en 2020 et 2021



Remarque : Les valeurs sont tronquées pour le Nigeria (5 735,4 en 2020 et 3 627,9 en 2021), l'Éthiopie (3 379,6 en 2020 et 2 316,1 en 2021), l'Égypte (2 956,2 en 2020 et 1 871,4 en 2021), l'Afrique du Sud (2 542 en 2020 et 1 815,8 en 2021) et le Kenya (2 537,6 en 2020 et 1 744,9 en 2021).
Source : Calculs des services de la Banque basés sur les statistiques de l'Organisation internationale du Travail.

campagnes de vaccination est l'accès aux vaccins. Alors que d'autres régions, principalement les économies avancées, déploient rapidement leurs efforts de vaccination en obtenant suffisamment de doses pour leurs populations, les pays africains sont à la traîne en raison de ressources et d'options limitées, malgré des initiatives telles que le dispositif COVAX[5] ou les dons bilatéraux de vaccins. La plupart des pays africains n'ont donc pas réussi à faire vacciner 60 % de la population initialement visée par leurs autorités sanitaires afin de parvenir à une immunité collective par la vaccination. En outre, l'émergence de variants de la COVID-19 hautement résistants tels qu'Omicron et sa propagation rapide dans le monde ont mis en évidence l'importance de l'équité vaccinale.

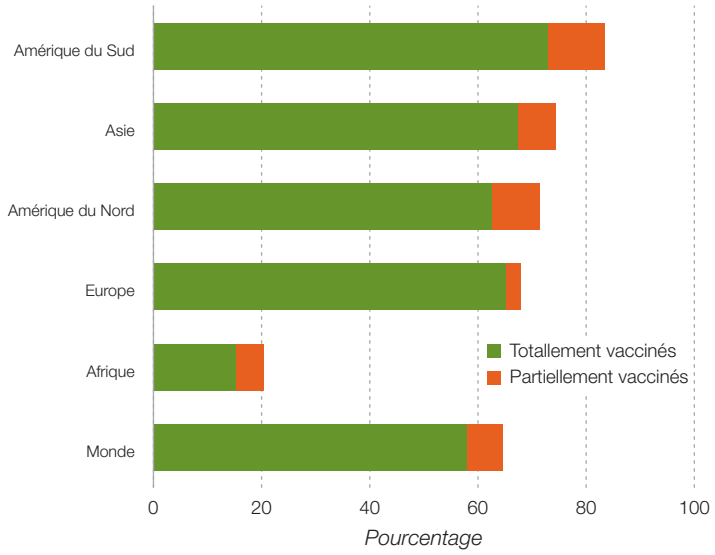
De nombreux pays africains devront accélérer leur campagne de vaccination, ce qui, au-delà des considérations de santé et de mortalité, sera également essentiel pour la relance économique, mais des taux de vaccination de 50 à 70 % pour l'immunité collective semblent peu plausibles pour la plupart des pays africains sur la base des tendances actuelles en matière de vaccination. 23 des 46 pays pour lesquels des données sur la vaccination sont disponibles au 31 mars 2022 affichent des taux de vaccination quotidiens supérieurs à ce qu'il faut pour atteindre l'objectif de 50 % d'ici mi-2022, mais environ 37 % (17 pays) ne pourront pas faire vacciner 70 % de leur population d'ici fin 2022 s'ils n'accélèrent pas le rythme (figure 1.28).

Vaccination contre la COVID-19

L'administration inefficiente des vaccins freine encore les taux de vaccination en Afrique

Les déficiences dans l'administration des vaccins affectent encore de nombreux pays africains (figure 1.29). Ces obstacles peuvent être mesurés par le rapport de vaccins administrés et les vaccins reçus (que ce soit par le biais de l'initiative COVAX, de manière bilatérale ou par tout autre moyen) : plus le taux est élevé, plus l'administration est efficace.[6] Entre 2021 et 2022, l'efficience dans l'administration des vaccins a augmenté dans 30 pays (groupe I) et diminué dans 22 pays (groupe II). L'efficience moyenne de l'administration des vaccins était d'environ 58, ce qui signifie que près de 42 des 100 doses n'avaient pas été administrées.

FIGURE 1.27 L'Afrique est à la traîne par rapport à d'autres régions du monde concernant le déroulement des campagnes de vaccination contre la COVID-19

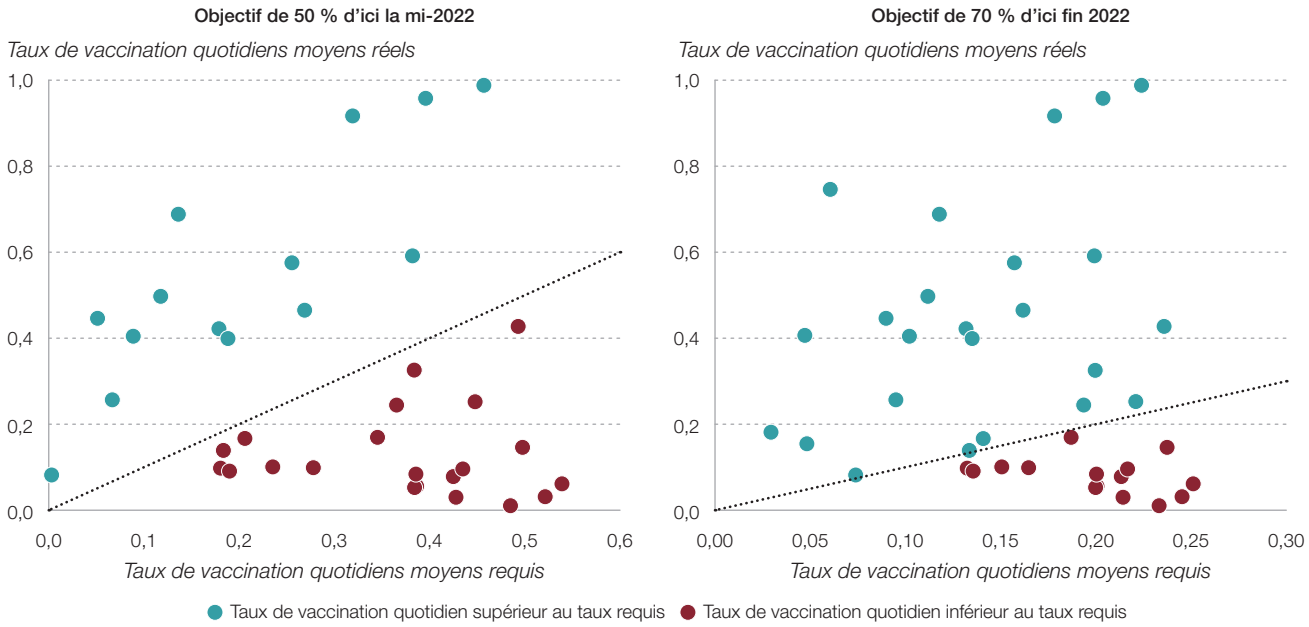


Source : Calculs des services de la Banque basés sur *Our World in Data,* 31 mars 2022.

Des facteurs institutionnels, économiques et géopolitiques expliquent ces différences d'efficience. Les résultats de la régression présentés à la figure 1.30 montrent que les pays africains ayant enregistré un nombre de décès dus à la COVID-19 pour 1000 habitants plus élevé se sont avérés plus efficients dans l'administration des vaccins, probablement parce que les taux de mortalité relativement élevés ont créé un sentiment d'urgence incitant à essayer de stabiliser ou de réduire la mortalité. Les pays africains dont la population urbaine est plus importante, et où se concentre la plupart des cas de COVID-19, ont des taux d'efficience plus faibles, probablement dus aux difficultés de coordination ou de mise en réseau pour atteindre les populations. Par contre, il n'est pas surprenant que les pays dont la densité de médecins pour 1 000 habitants est plus élevée, mieux équipés sur le plan logistique pour les expéditions internationales ou dotés de services logistiques de haute qualité aient obtenu de meilleurs résultats dans l'administration des vaccins contre la COVID-19. Enfin, les pays dont la population a une perception positive de l'efficacité de la lutte contre la corruption et de la stabilité politique ont de meilleures prestations vaccinales,

Les déficiences dans l'administration des vaccins affectent encore de nombreux pays africains

FIGURE 1.28 Écarts entre les taux de vaccination pour les différents objectifs de couverture vaccinale



Remarque : Les pays qui ont atteint le taux de couverture vaccinale spécifique au 31 mars 2022 sont exclus des graphiques. Les lignes en pointillés représentent les lignes à 45 degrés.

Source : Calculs des services de la Banque basés sur les données du Département des statistiques de la Banque africaine de développement.

ce qui souligne l'importance d'améliorer la gouvernance sur le continent.

L'accélération des campagnes de vaccination est essentielle pour lutter contre les infections causées par la COVID-19 et réduire le nombre de décès

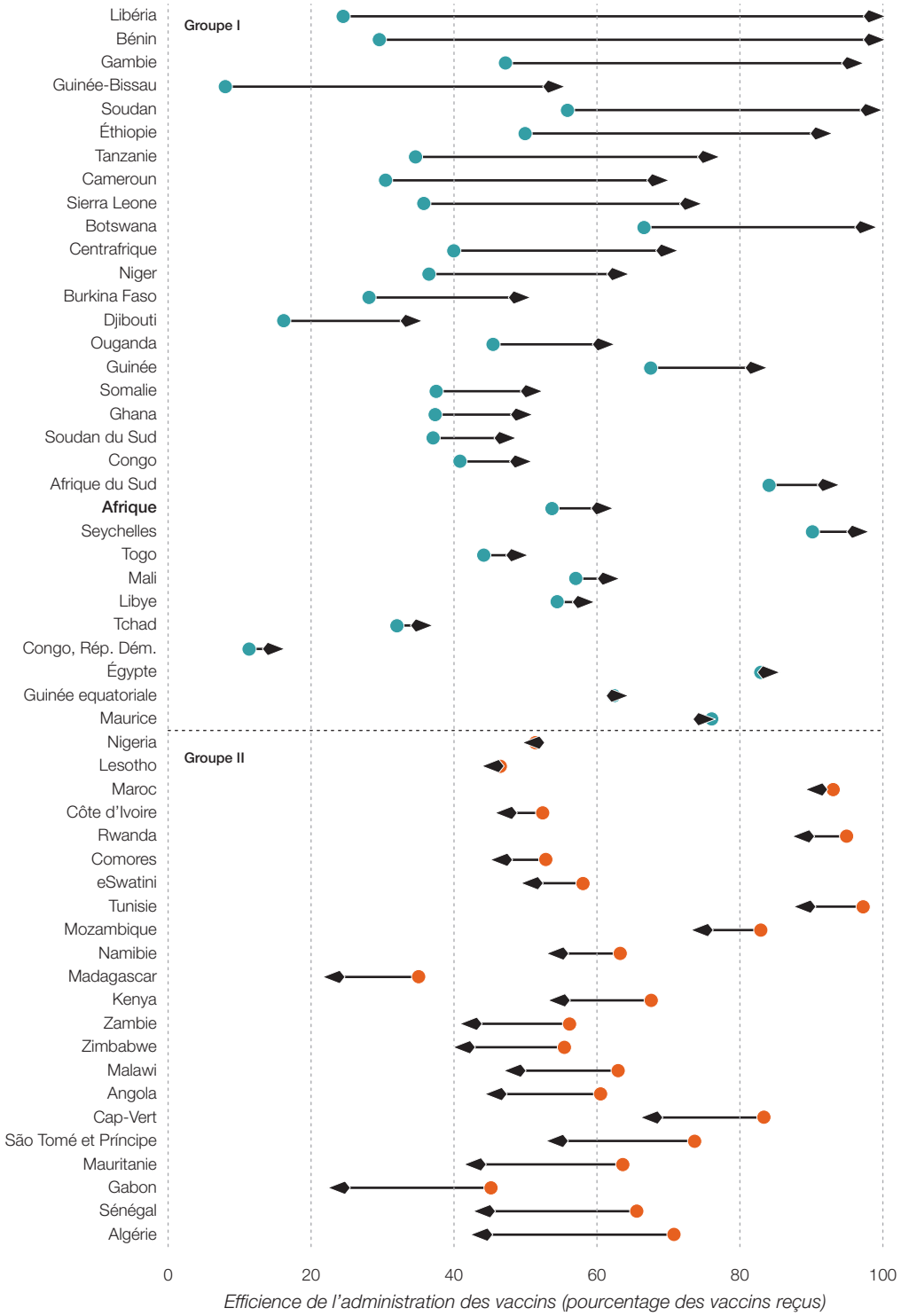
Les résultats d'une analyse de régression[7] des liens entre les cas confirmés de COVID-19, ainsi que les décès, et les taux de vaccination en Afrique montrent que les pays qui ont déployé des campagnes de vaccination à grande échelle ont enregistré de plus faibles taux d'infection et de décès. En contrôlant l'influence de facteurs tels que la sévérité du confinement, les campagnes de sensibilisation du public, l'existence et l'intensité des tests, la recherche des cas contacts, le port d'un masque et la protection des personnes âgées, on constate une diminution des cas de COVID-19 par habitant dès quatre ou cinq jours suivant l'intensification des campagnes de vaccination par rapport au scénario de base (figure 1.31, volet de gauche). En particulier, 30 jours après le lancement d'une campagne de vaccination agressive, on constate une diminution des cas confirmés cumulés de COVID-19 par habitant de 2,7 % en moyenne par rapport aux pays n'ayant pas lancé de campagne de vaccination.

La vaccination contre la pandémie est également efficace en termes de stabilisation, voire de réduction du nombre de décès dus à la COVID-19 : en moyenne, au cours des 10 premiers jours suivant le déploiement d'une campagne de vaccination, on constate une stabilisation des taux de décès dus à la COVID-19, comparés aux autres pays, ainsi que leur diminution par la suite (figure 1.31, volet de droite).

Un taux plus élevé de vaccination contre la COVID-19 va également de pair avec une relance économique plus rapide

Le renforcement des campagnes de vaccination contre la COVID-19 peut également contribuer à la relance économique. La figure 1.32 montre une relation positive entre les taux de vaccination contre la COVID-19 et la croissance estimée du PIB réel des pays africains en 2021, en contrôlant le nombre de cas d'infection. Cette relation positive pourrait être due à plusieurs facteurs.

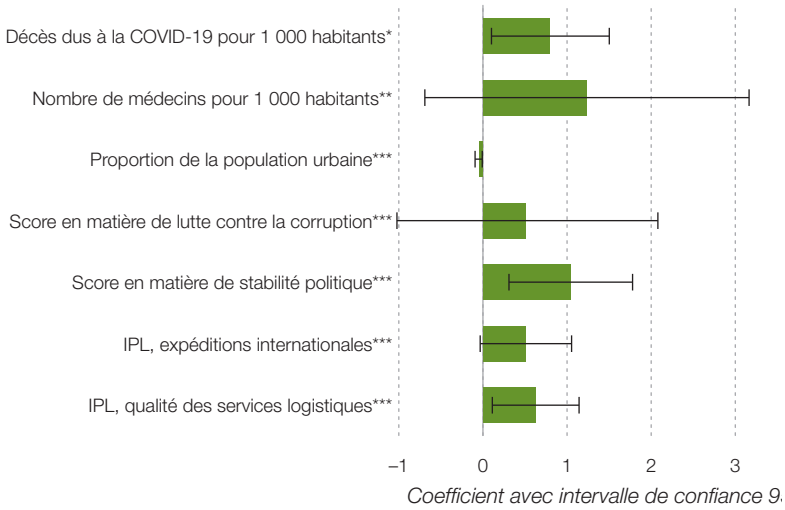
FIGURE 1.29 Variations des taux d'efficience de l'administration des vaccins contre la COVID-19 en Afrique entre 2021 et 2022



Remarque : Les pays des groupes I et II sont ceux avec respectivement une augmentation et une diminution de leurs taux d'efficience de l'administration des vaccins contre le COVID-19 entre 2021 et 2022. Les données vont du 1er septembre 2021 au 31 mars 2022.

Source : Calculs des services de la Banque basés sur les données du tableau de bord des vaccins contre la COVID-19 de l'Africa CDC.

FIGURE 1.30 Facteurs d'efficience de la vaccination contre la COVID-19 en Afrique

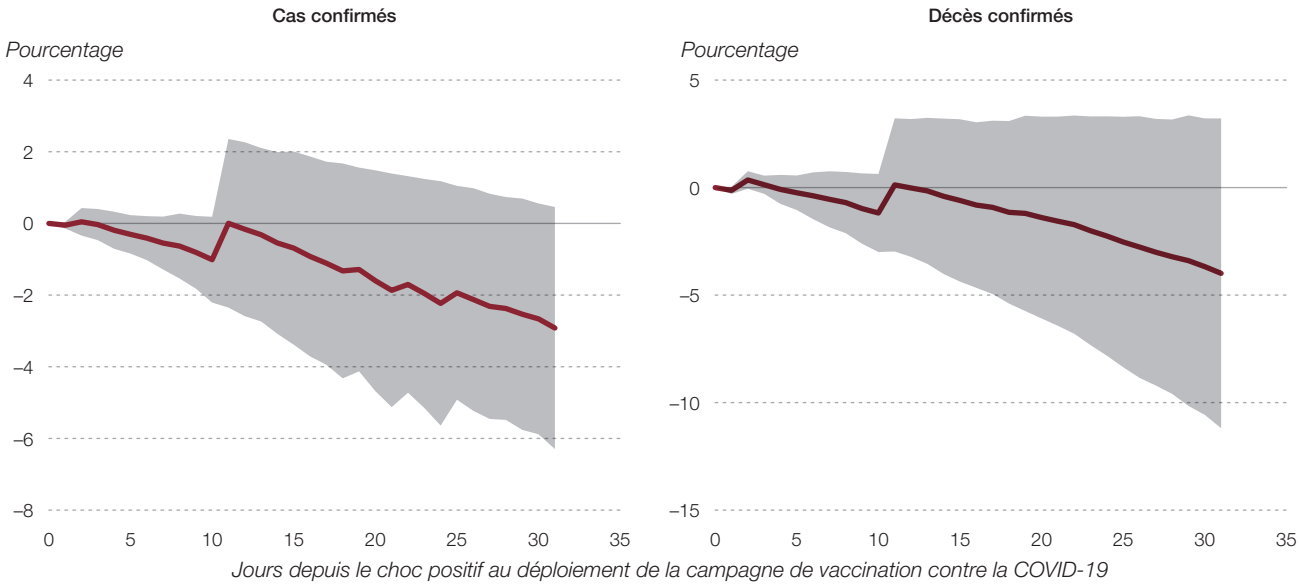


Remarque : La moyenne de toutes les variables, à l'exception des décès dus à la COVID-19 pour 1 000 habitants, a été calculée sur la période 2010–19 afin d'amortir les effets des chocs temporaires. Un score d'efficience de l'administration des vaccins supérieur à 100 a été ramené à 100. Les décès dus à la COVID-19 sont ceux au 31 mars 2022, et les taux d'efficience de l'administration des vaccins sont des moyennes entre le 1er septembre 2021 et le 31 mars 2022.
Source : Calculs des services de la Banque basés sur les données du Département des statistiques de la Banque africaine de développement, le tableau de bord des vaccins contre la COVID-19 du CDC Afrique, les indicateurs du développement dans le monde, classements de l'indice de performance logistique (IPL), et l'indice de sécurité sanitaire mondiale (SSM).

Premièrement, la vaccination d'une plus grande partie de la population permet d'ouvrir l'économie plus rapidement que celle des pays où le taux de vaccination est plus faible. Les entreprises nationales peuvent reprendre leurs activités normales plus rapidement (en particulier dans les secteurs requérant des contacts plus intensifs tels que le tourisme, l'hôtellerie et la vente au détail), ce qui permet aux pays de reprendre le commerce avec d'autres avec moins de perturbations. Deuxièmement, en réduisant le taux élevé d'hospitalisations, de décès et d'autres complications sanitaires liés à la COVID-19, une augmentation des taux de vaccination allégera les contraintes budgétaires, et permettra ainsi aux pays d'allouer davantage de ressources à d'autres secteurs porteurs de croissance.

Troisièmement, un taux de vaccination plus élevé permet un redressement plus rapide du marché du travail, une diminution du nombre d'emplois perdus en raison de la pandémie et un assouplissement des restrictions sur le lieu de travail, car les personnes vaccinées sont mieux protégées contre le coronavirus que les personnes qui ne le sont pas. Des données récentes indiquent une corrélation fortement positive entre le déploiement de la campagne de vaccination contre la

FIGURE 1.31 Réactions des cas et décès dus à la COVID-19 aux campagnes de vaccination en Afrique

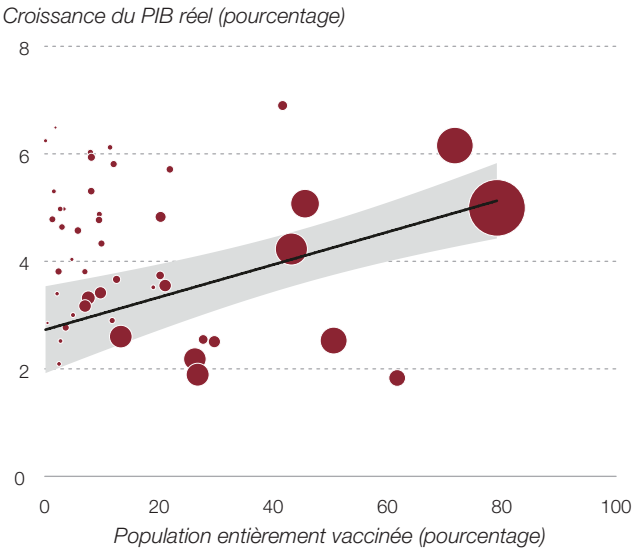


Remarque : La zone ombragée indique l'intervalle de confiance à 95 % calculé avec les erreurs types regroupées au niveau du pays. Les données sur la COVID-19 datent du 31 mars 2022.
Source : Calculs des services de la Banque à partir des statistiques de la Banque africaine de développement.

COVID-19 et la mobilité en Afrique (figure 1.33). En outre, pour chaque tranche de 14 personnes entièrement vaccinées au deuxième trimestre de 2021 dans le monde, un emploi équivalent à temps plein a été ajouté au marché du travail mondial[8].

Quatrièmement, en freinant l'apparition de nouveaux foyers de la pandémie[9], qui pourraient requérir un nouveau confinement à grande échelle, la vaccination stimule la relance économique. Enfin, des données récentes montrent que la vaccination rehausse la confiance des consommateurs parmi les personnes vaccinées ou celles qui prévoient de se faire vacciner, avec pour effet d'accroître la consommation des ménages et de favoriser le retour de la croissance[10].

FIGURE 1.32 Déploiement de la campagne de vaccination contre la COVID-19 et croissance du PIB réel dans les pays africains, 2021



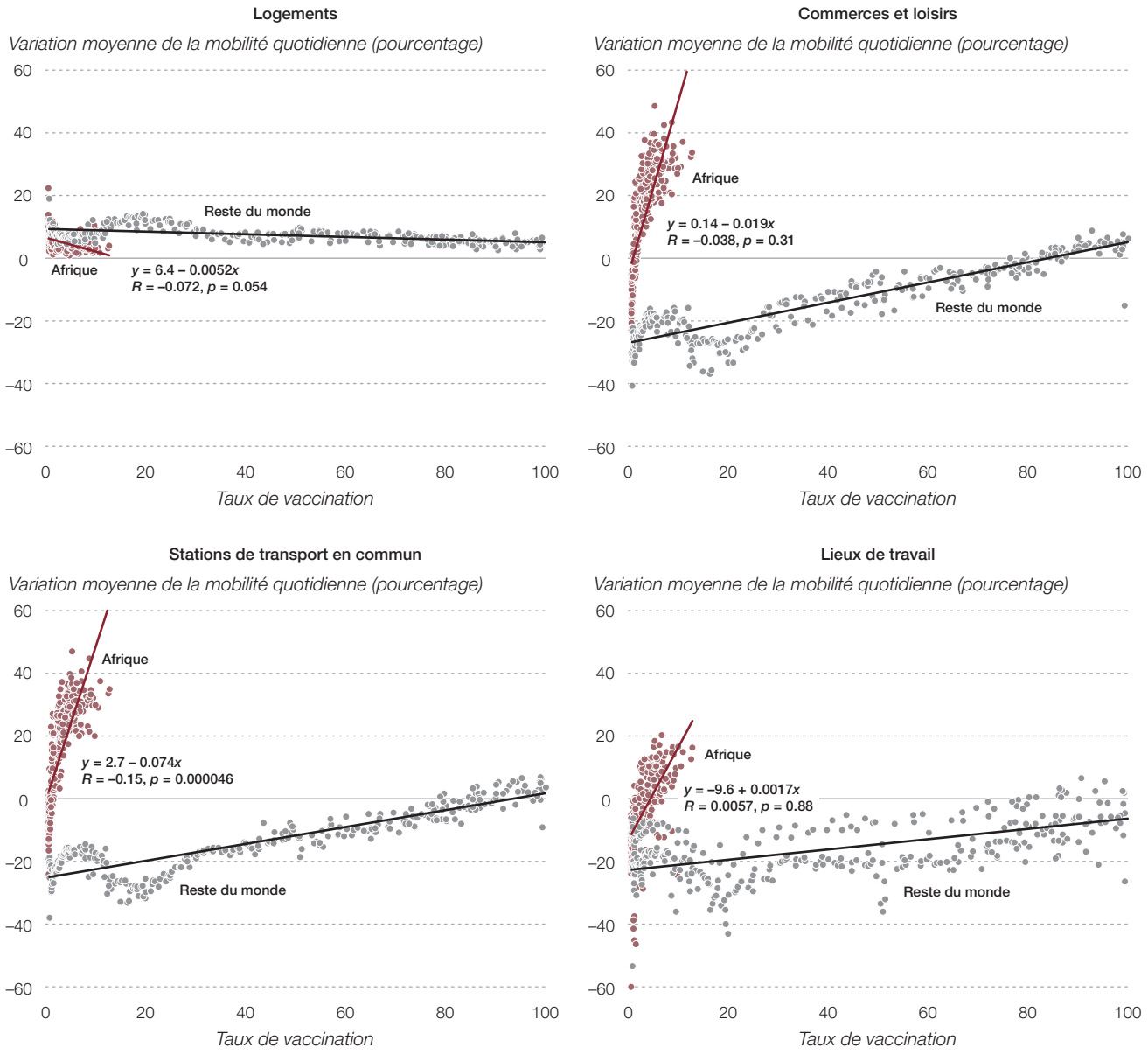
Remarque : La zone ombragée indique que l'intervalle de confiance est à 95 %. La taille des nuages de points est proportionnelle aux cas confirmés de COVID-19 par habitant pour chaque pays. La Libye est exclue en raison de la valeur extrême de la croissance de son PIB réel (86,5 %). Les données sur la vaccination datent du 31 décembre 2021.
Source : Calculs des services de la Banque sur base des statistiques de la Banque africaine de développement.

DÉFIS AU-DELÀ DE LA COVID-19 ET DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN : LA MENACE EXISTENTIELLE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Outre la COVID-19 et le conflit russo-ukrainien, le monde est confronté à la menace existentielle du changement climatique, et l'Afrique est la région du monde la plus vulnérable aux catastrophes climatiques[11]. Cinq des dix pays les plus touchés par le changement climatique et les événements météorologiques liés au climat en 2019 se trouvaient en Afrique[12]. Au total, 131 catastrophes liées au changement climatique et aux conditions météorologiques extrêmes ont été enregistrées sur le continent en 2020 et 2021, dont 99 inondations, 16 tempêtes, 14 sécheresses et 2 incendies de forêt (figure 1.34). Les catastrophes liées au climat ont des effets immenses à long terme sur le bien-être des personnes et le développement économique[13]. Les coûts économiques des phénomènes météorologiques extrêmes en Afrique ont été estimés entre 7 et 15 milliards d'USD en 2020[14], et pourraient atteindre 45 à 50 milliards d'USD par an d'ici 2040, soit l'équivalent de 7 % du PIB de l'Afrique d'ici 2100[15]. En résumé, le changement climatique présente d'énormes risques pour les économies africaines, menace la vie et les moyens de subsistance de dizaines de millions de personnes et pourrait réduire à néant les progrès obtenus de haute lutte dans la réalisation de certains des principaux objectifs des ODD (Objectifs de développement durable) des Nations Unies, de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des High-5 de la Banque africaine de développement.

Étant donné que les efforts visant à « reconstruire en mieux » et à engendrer des économies résilientes peuvent être entravés par des chocs dévastateurs liés au climat, les politiques de soutien à la relance économique postpandémique pour l'Afrique doivent comporter des initiatives visant à renforcer sa résilience en atténuant ces chocs, qui aggravent les fluctuations de la production et la pauvreté. Toutefois, le changement climatique peut également être considéré comme une occasion de passer à la croissance verte et à la création d'emplois en tirant parti des avantages d'une transition énergétique équitable en Afrique vers des systèmes d'énergie durable et renouvelable.

FIGURE 1.33 Corrélation entre le taux de vaccination contre la COVID-19 et la mobilité humaine



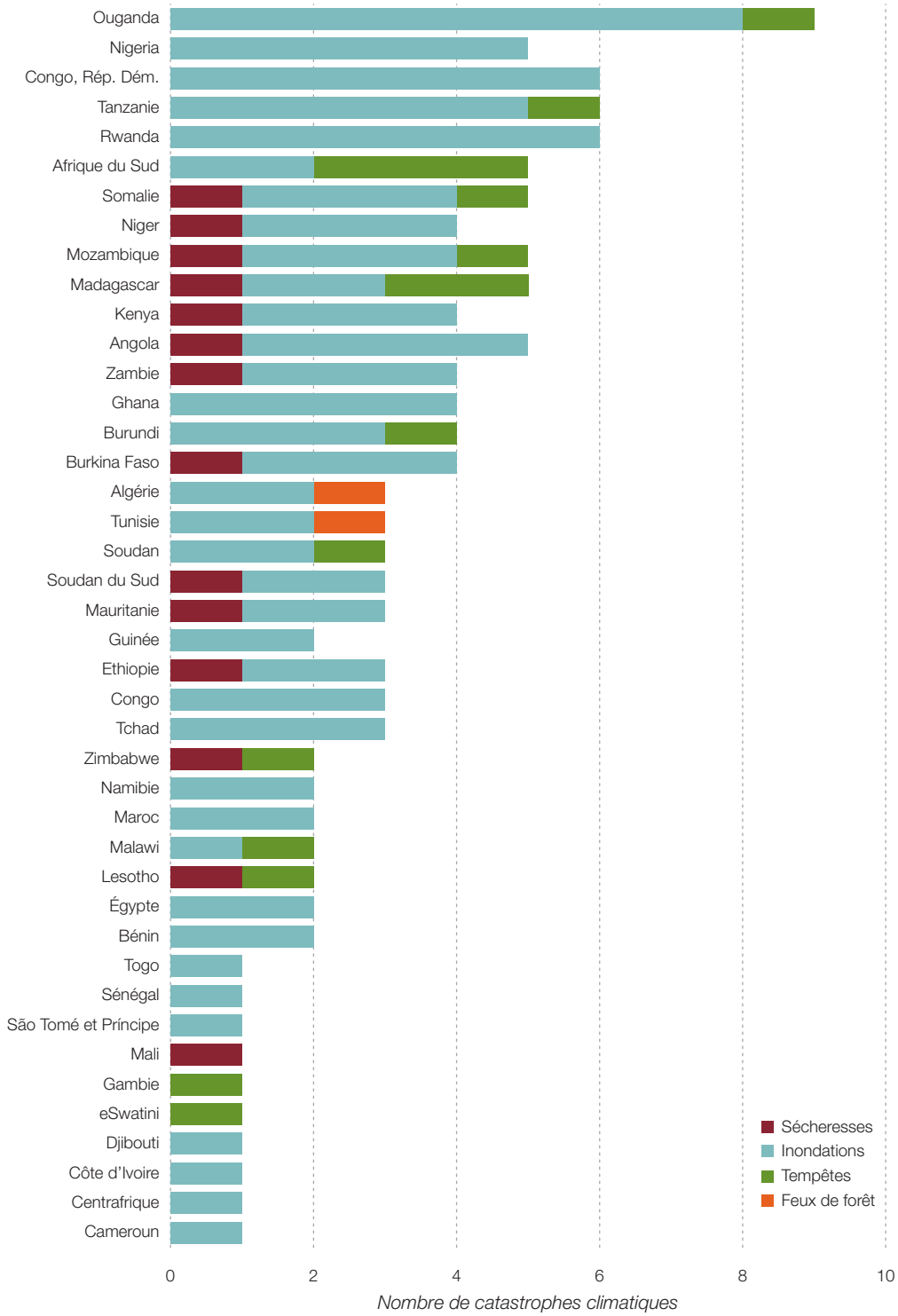
Remarque : Les moyennes de l'Afrique et du reste du monde sont pondérées en fonction de la population.

Source : Calculs des services de la Banque basés sur les données de mobilité communautaire de Google et *Our World in Data.*

L'absence d'un approvisionnement moderne en énergie abordable et fiable a été l'une des principales entraves à la compétitivité de l'Afrique dans l'économie mondiale et à sa transformation économique. Ce problème reste d'actualité dans de nombreux pays. Malgré l'abondance de ses sources d'énergie renouvelables et non renouvelables, l'Afrique ne produit et consomme que de très petites quantités d'énergie moderne. On estime à 600 millions le nombre d'Africains n'ayant pas accès à l'électricité. L'Afrique est également la seule région du monde où la pauvreté énergétique devrait augmenter au cours des prochaines décennies.

Au-delà de son impact sur la croissance et la compétitivité à long terme, le manque d'accès à l'énergie moderne est préjudiciable à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois, à la santé,

FIGURE 1.34 Catastrophes liées au climat en Afrique, 2020–2021



Source : Base de données des phénomènes d'urgence

à l'éducation et à beaucoup d'autres domaines liés aux ODD. Les efforts de relance et de résilience climatique post-COVID-19 doivent donc trouver un juste équilibre entre les besoins essentiels de développement de l'Afrique et l'évolution de son système énergétique, pour qu'elle puisse tenir ses engagements climatiques mondiaux.

Les chapitres 2 et 3 sont consacrés aux défis et possibilités qu'offrent les voies d'accès à une économie énergétique propre et examinent les coûts et les avantages escomptés de différents scénarios de transition juste susceptible de répondre aux besoins de développement post-pandémique du continent.

L'augmentation des taux de vaccination permettrait de réduire les infections et de se protéger contre l'apparition de variantes du virus plus transmissibles et plus mortelles

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES VISANT À RECONSTRUIRE EN MIEUX ET À CRÉER DES ÉCONOMIES RÉSILIENTES EN AFRIQUE

- *Accélérer le déploiement de la vaccination contre la COVID-19 en améliorant les politiques relatives aux prestations vaccinales et, à moyen et long terme, en appuyant fortement le développement des industries pharmaceutiques nationales.* Les mesures macroéconomiques fermes prises par les gouvernements africains en 2020 et 2021 ont laissé à la plupart des pays une marge de manœuvre limitée. Être en mesure de contrôler la pandémie doit donc rester la priorité politique absolue des pays africains. L'augmentation des taux de vaccination permettrait de réduire les infections et de se protéger contre l'apparition de variantes du virus plus transmissibles et plus mortelles. En outre, une meilleure couverture vaccinale permettra de consacrer les ressources limitées des finances publiques aux efforts de reprise post-COVID-19 et de renforcer la résilience économique contre les chocs futurs.
- *À court terme, ces efforts nécessiteront de meilleures politiques d'administration des vaccins, afin de remédier aux problèmes logistiques qui ont parfois entraîné des pertes de vaccins.* Les pays doivent également s'attaquer à la méfiance des citoyens à l'égard des vaccins par le biais de campagnes de sensibilisation publique mieux élaborées et mieux adaptées, dans l'optique de les rassurer sur l'innocuité et l'efficacité des vaccins contre la COVID-19 et dans la mesure du possible, d'empêcher la diffusion de fausses informations. À moyen et long terme, un soutien politique fort est nécessaire pour renforcer les capacités pharmaceutiques nationales afin de produire des vaccins au niveau local et réduire ainsi considérablement la dépendance excessive vis-à-vis des fabricants externes. Les efforts actuellement déployés par la Banque pour produire localement les vaccins contre la COVID-19 doivent être accélérés et étendus.
- *Accroître les investissements dans les systèmes de santé essentiels.* La pandémie est le dernier choc sanitaire en date à frapper le continent depuis deux décennies. On peut aussi citer les épidémies de maladie à virus Ebola de 2014–16 et 2018, ainsi que les fréquentes épidémies de choléra, de dysenterie et de fièvre hémorragique (comme la fièvre de la vallée du Rift, la fièvre de Crimée-Congo et la fièvre jaune). L'inadéquation des systèmes de soins de santé essentiels en Afrique augmente les coûts économiques et sociaux de ces chocs, ce qui éloigne les pays de la réalisation des ODD. Les gouvernements devraient investir davantage dans leurs systèmes de soins de santé et augmenter le nombre d'agents de santé essentiels désignés pour lutter contre les chocs sanitaires récurrents en augmentant considérablement l'enveloppe budgétaire allouée au secteur de la santé. Pour faire de ce secteur un axe prioritaire, il faudra investir dans de nouveaux établissements de santé, ou réhabiliter et moderniser ceux existants, se doter d'infrastructures et d'équipements de pointe, former les professionnels de la santé aux avancées médicales en matière de gestion et de réponse aux pandémies et aux épidémies, et établir des plans de préparation clairs contre la résurgence future des chocs sanitaires.
- *Promouvoir une croissance inclusive pour lutter contre la hausse de la pauvreté et des inégalités grâce à des programmes sociaux et des emplois ciblant les personnes vulnérables.* L'impact de la pandémie de COVID-19 persistante et du conflit russo-ukrainien a plombé la

reprise de la croissance à moyen terme. L'extrême pauvreté en Afrique devrait donc dépasser son niveau d'avant la pandémie, au moins à moyen terme. Les pays doivent mettre en place des programmes sociaux adaptés aux besoins des plus vulnérables, à savoir les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les travailleurs informels et les ménages dirigés par des femmes. Ouvrir des perspectives d'emplois décents ciblant ces groupes les rendrait économiquement indépendants et résilients aux chocs futurs. Ces efforts exigeront des pays qu'ils mettent en œuvre des réformes qui soutiennent l'industrialisation, la diversification et la numérisation, qui améliorent la réglementation du marché du travail et rendent celui-ci plus adaptable et plus réactif aux chocs, qui améliorent la gestion et l'efficacité des systèmes fiscaux publics, qui encouragent les innovations du secteur privé visant à améliorer la productivité et qui adaptent les programmes des systèmes éducatifs aux besoins des marchés du travail.

- *Contenir l'inflation tout en préservant la reprise.* La récente hausse des prix des matières premières et de l'énergie due à la guerre russo-ukrainienne et les pressions inflationnistes qui en découlent dans de nombreux pays compliquent singulièrement l'arbitrage à effectuer entre la réduction de l'inflation et la sauvegarde de la croissance. Dans la situation actuelle, des réponses rapides et adéquates sont nécessaires pour éviter que l'Afrique ne glisse dans la « stagflation ». Compte tenu de l'inflation et de la dette élevées dans le contexte d'une reprise fragile, ainsi que du durcissement des conditions financières mondiales, de nombreux pays étaient déjà confrontés à une marge de manœuvre réduite, et cette situation s'est aggravée du fait de la guerre. Pour trouver une réponse à cette épineuse équation, les autorités monétaires devront surveiller attentivement les effets de la hausse des prix internationaux sur l'inflation intérieure, afin de calibrer les réponses appropriées. La politique monétaire devrait suivre une trajectoire prudente de durcissement dans les pays où la hausse des prix de l'énergie et d'autres matières premières se répercute le plus sur l'inflation. Dans les pays dotés d'une politique monétaire indépendante, une hausse des taux directeurs serait justifiée en cas de signes d'une aggravation des pressions sur les prix et/ou des risques d'affaiblissement des prévisions d'inflation. Dans les pays où les pressions inflationnistes sous-jacentes restent contenues, les banques centrales peuvent maintenir une position accommodante lorsque la reprise est faible.
- *Coordonner la politique monétaire et budgétaire en tenant compte de l'étroitesse persistante de la marge de manœuvre politique.* La complexité et les limites de la marge de manœuvre de politique ont fait de la coordination entre les politiques monétaires et budgétaires une nécessité cruciale. Une politique monétaire plus stricte qui cible l'inflation devrait être complétée par une réponse budgétaire soigneusement calibrée pour soutenir la reprise et protéger les personnes les plus vulnérables. Certains pays envisagent de mettre en œuvre 1) une réduction temporaire de la taxe sur la valeur ajoutée et des droits d'accise sur les biens de consommation ménagers (par exemple, les aliments, l'huile de cuisson et le gaz), et 2) d'introduire, de rétablir et de maintenir des subventions à l'énergie pour protéger les consommateurs de l'impact des coûts élevés de l'énergie. Ces mesures peuvent entraîner des coûts importants, en particulier pour les importateurs nets, si les cours des produits de base restent longtemps à un niveau élevé. Pour ce groupe de pays, le soutien aux plus vulnérables nécessitera de redéfinir les priorités en matière de dépenses, par exemple en réduisant les dépenses non essentielles telles que les subventions inutiles aux entreprises d'État. Pour compléter les subventions mises en œuvre avec efficacité, les pays pourraient mieux cibler les filets de sécurité sociale, en mettant l'accent sur les plus vulnérables. Les exportateurs nets de pétrole ont la possibilité d'utiliser les retombées fiscales de la hausse des prix du pétrole pour créer des réserves budgétaires et soutenir la reprise et les plus vulnérables. Les pays qui connaissent une reprise atone pourraient utiliser judicieusement leur marge de manœuvre budgétaire élargie en accordant la priorité à des dépenses

La politique monétaire devrait suivre une trajectoire prudente de durcissement dans les pays où la hausse des prix de l'énergie et d'autres matières premières se répercute le plus sur l'inflation. Dans les pays dotés d'une politique monétaire indépendante, une hausse des taux directeurs serait justifiée en cas de signes d'une aggravation des pressions sur les prix et/ou des risques d'affaiblissement des prévisions d'inflation

sociales ciblées et à l'investissement productif, afin de jeter les bases d'une croissance future plus rapide. Toutefois, pour de nombreux pays, cette stratégie complexe nécessitera un appui décisif de la communauté internationale et une coopération au niveau mondial pour prévenir une crise humanitaire et une crise de la dette.

- *Rétablir et repenser l'ISSD et le Cadre commun, intensifier et accélérer les réformes de gouvernance et renforcer la gestion des finances publiques pour relever les défis structurels posés par la dette publique croissante de l'Afrique.* Le niveau élevé de la dette publique menace de saper les efforts de reprise sur le continent, et plombe les perspectives d'une croissance économique forte et durable. La réponse de la politique intérieure reste limitée par une marge de manœuvre budgétaire faible, dans un contexte de pressions croissantes sur les dépenses du secteur social. La communauté internationale dont donc impérativement repenser la fin du cadre de l'ISSD, qui a été conçu pour offrir un répit temporaire aux pays de plus en plus lourdement endettés. Une ISSD et un Cadre commun restructurés limiteront l'impact sur la dette publique africaine de la dépréciation des monnaies nationales due à l'incertitude mondiale alimentée par la guerre russo-ukrainienne et aux effets de contagion d'une politique monétaire stricte mise en œuvre dans les économies avancées. Les pays africains doivent accélérer les réformes de la gouvernance et améliorer la gestion des finances publiques afin de remédier enfin à leurs vulnérabilités récurrentes en matière de dette. Pour ce faire, ils doivent mettre en place des institutions budgétaires solides afin de mobiliser efficacement les ressources nationales, d'effectuer des dépenses publiques judicieuses et de mettre en œuvre une gestion et une budgétisation rigoureuses de la dette. Le renforcement du lien entre la dette, la croissance et la gouvernance permettra d'optimiser les dividendes de croissance des investissements publics financés par la dette.[16] Enfin, les pays doivent améliorer la transparence de leur dette en améliorant leurs statistiques sur la dette en général, et sur la dette des entreprises publiques en particulier. La guerre en Ukraine aggrave les déséquilibres macroéconomiques et la vulnérabilité de la dette sur l'ensemble du continent. Par conséquent, la mise en œuvre effective des initiatives mondiales d'allégement et de règlement de la dette est essentielle pour éviter une vague de crises de la dette.
- *Réduire la dépendance pour ne pas dépendre d'un seul fournisseur de denrées alimentaires.* L'une des leçons de la guerre russo-ukrainienne est que les pays doivent diversifier leurs sources d'importation de biens et de produits de base essentiels tels que l'énergie et l'alimentation, afin de renforcer leur résilience face aux chocs spécifiques. La réponse de politique à long terme, face à la diversification économique, devrait entre autres renforcer l'autosuffisance alimentaire du continent africain. Ce point sera crucial pour renforcer la résilience économique face aux chocs futurs. La Zone de libre-échange continentale africaine offre d'importantes possibilités de diversification des échanges et de développement des réseaux commerciaux sur les principaux marchés des produits agricoles et des produits à valeur ajoutée manufacturière moins volatiles.
- *S'atteler à stimuler la production céréalière locale en Africa sera important pour atténuer les risques liés à l'offre mondiale.* Soutenir les petits agriculteurs africains peut déclencher une révolution agricole pour nourrir l'Afrique, en particulier dans les zones urbaines. Les pays africains doivent impérativement offrir aux agriculteurs un large accès à un financement abordable, à des technologies de production alimentaire améliorées, en particulier à des semences certifiées adaptées aux conditions climatiques extrêmes, à une vulgarisation systématique à grande échelle et à des services de mécanisation, pour stimuler la production alimentaire. Les prix des denrées alimentaires peuvent en outre être stabilisés à court terme grâce à la libération ciblée et à la reconstitution des réserves alimentaires stratégiques. Ces interventions fonctionnent souvent mieux quand elles réunissent le secteur privé, la communauté internationale, les centres de recherche nationaux et internationaux et les gouvernements.

ANNEXE 1 APPENDICE STATISTIQUE

TABLEAU A1.1 Croissance du PIB réel (pourcentage)

	Estimations d'avril 2022			
	2020	2021 (estimé)	2022 (projeté)	2023 (projeté)
Afrique australe	–6,0	4,2	2,5	2,4
Afrique du Sud	–6,4	4,9	1,9	1,4
Angola	–5,4	0,7	2,9	3,5
Botswana	–8,7	12,5	4,2	4,4
Lesotho	–7,6	1,0	2,5	2,8
Madagascar	–7,1	3,3	5,0	5,4
Malawi	0,9	3,9	2,4	4,0
Maurice	–14,9	4,0	6,2	5,6
Mozambique	–1,2	2,2	3,7	4,5
Namibie	–7,9	2,4	2,6	3,5
São Tomé et Príncipe	3,1	2,2	1,5	3,2
eSwatini	–1,9	6,1	2,4	1,9
Zambie	–3,0	4,0	3,2	3,8
Zimbabwe	–5,3	6,3	3,5	3,3
Afrique centrale	–0,5	3,4	4,6	4,3
Cameroun	0,5	3,5	3,8	4,1
Centrafrique	1,0	0,7	3,8	3,9
Congo	–8,1	–0,2	4,3	3,2
Gabon	–1,8	1,3	3,3	3,4
Guinée équatoriale	–4,9	1,4	5,0	-1,9
Rép. Dém. du Congo	1,7	5,7	6,2	6,5
Tchad	–2,2	0,6	2,9	3,2
Afrique de l'Est	1,5	4,8	4,7	5,5
Burundi	–1,0	2,3	3,6	4,6
Comores	0,2	1,9	2,5	3,2
Djibouti	1,2	3,9	3,4	5,2
Érythrée	–0,6	2,9	4,7	3,6
Éthiopie	6,1	5,6	4,8	5,7
Kenya	–0,3	6,7	5,9	5,5
Ouganda	–1,5	6,0	4,6	6,2
Rwanda	–3,4	10,0	6,9	7,9
Seychelles	–7,7	7,9	5,0	5,9
Somalie	–0,3	2,0	3,0	3,6
Soudan	–3,6	0,5	2,5	4,5
Soudan du Sud	13,2	–6,0	5,3	6,5
Tanzanie	4,8	4,9	5,0	5,6

	Estimations d'avril 2022			
	2020	2021 (estimé)	2022 (projeté)	2023 (projeté)
Afrique du Nord	–1,3	11,7	4,5	4,2
Algérie	–4,9	4,0	3,7	2,6
Égypte	3,6	3,3	5,7	5,1
Libye	–59,7	177,3	3,5	4,4
Maroc	–6,3	7,2	1,8	3,3
Mauritanie	–1,8	3,9	4,8	4,6
Tunisie	–8,7	3,4	2,5	3,2
Afrique de l'Ouest	–0,6	4,3	4,1	4,1
Bénin	3,8	7,0	6,1	6,4
Burkina Faso	1,9	6,7	5,0	5,4
Cap-Vert	–14,8	7,1	5,1	5,7
Côte d'Ivoire	2,0	7,4	6,0	6,7
Gambie	–0,2	5,5	4,8	5,8
Ghana	0,4	5,0	5,3	5,1
Guinée	6,4	4,3	4,9	5,7
Guinée-Bissau	–1,4	3,8	3,7	4,5
Libéria	–3,0	3,3	3,5	4,3
Mali	–1,2	3,2	2,1	5,4
Niger	3,5	1,4	6,5	7,2
Nigeria	–1,8	3,6	3,4	3,0
Sénégal	1,3	6,1	4,6	8,2
Sierra Leone	–2,0	3,2	4,0	4,2
Togo	1,8	6,0	5,8	6,8
Afrique	–1,6	6,9	4,1	4,1
Afrique (hors Libye)	*–1,2*	*4,2*	*4,1*	*4,1*
Afrique (hors Nigeria)	*–1,5*	*7,5*	*4,2*	*4,3*
Postes pour mémoire				
Afrique du Nord (y compris le Soudan)	*–1,5*	*10,9*	*4,4*	*4,3*
Afrique subsaharienne	*–1,7*	*4,3*	*3,8*	*4,0*
Afrique subsaharienne hors Afrique du Sud	*–0,7*	*4,2*	*4,2*	*4,6*
Pays exportateurs de pétrole	*–1,0*	*8,1*	*4,4*	*4,1*
Pays importateurs de pétrole	*–2,4*	*5,3*	*3,7*	*4,1*

Source : Statistiques de la Banque africaine de développement,

TABLEAU A1.2 Groupement des pays

Pays exportateurs de pétrole	Autres pays à forte intensité en ressources	Pays à faible intensité en ressources	Pays dépendants du tourisme	Pays à faible revenu	Pays à revenu intermédiaire
Algérie	Afrique du Sud	Bénin	Cap-Vert	Bénin	Afrique du Sud
Angola	Botswana	Burundi	Comores	Burkina Faso	Algérie
Cameroun	Burkina Faso	Cap-Vert	Maurice	Burundi	Angola
Congo	Centrafrique	Comores	São Tomé et Príncipe	Centrafrique	Botswana
Égypte	Congo, Rép. Dém.	Côte d'Ivoire	Seychelles	Congo, Rép. Dém.	Cameroun
Gabon	Ghana	Djibouti		Érythrée	Cap-Vert
Guinée équatoriale	Guinée	Érythrée		Éthiopie	Comores
Libye	Libéria	eSwatini		Guinée	Congo
Nigeria	Mali	Éthiopie		Guinée-Bissau	Côte d'Ivoire
Soudan du Sud	Namibie	Gambie		Libéria	Djibouti
Tchad	Niger	Guinée-Bissau		Madagascar	Égypte
	Sierra Leone	Kenya		Malawi	Gambie
	Soudan	Lesotho		Mali	Gabon
	Tanzanie	Madagascar		Mozambique	Ghana
	Zambie	Malawi		Niger	Guinée équatoriale
	Zimbabwe	Maroc		Ouganda	Kenya
		Mauritanie		Rwanda	Lesotho
		Maurice		Sierra Leone	Libye
		Mozambique		Somalie	Maroc
		Ouganda		Soudan du Sud	Mauritanie
		Rwanda		Tanzanie	Maurice
		São Tomé et Príncipe		Tchad	Namibie
		Sénégal		Togo	Nigeria
		Seychelles			São Tomé et Príncipe
		Somalie			Sénégal
		Togo			Seychelles
		Tunisie			Soudan
					eSwatini
					Tunisie
					Zambie
					Zimbabwe

NOTES

1. La dépréciation des devises s'est poursuivie dans 22 des 37 pays en 2021.
2. Les mesures « au-dessus de la ligne » comprennent celles dont le coût total est reflété dans le déficit budgétaire, la dette publique et les besoins d'emprunt accrus à court terme. Ces mesures comprennent des dépenses supplémentaires (par exemple, les services de santé et les prestations de chômage) ; des subventions d'investissement et des transferts ciblés (tels que des aides salariales ou des transferts directs) ; ou des mesures fiscales (par exemple, des réductions d'impôts ou d'autres allégements) réalisées par les voies budgétaires habituelles.
3. CNUCED 2021.
4. PEA 2021.
5. Le dispositif COVAX a pour objectif d'accélérer le développement et la fabrication des vaccins COVID-19, et de garantir un accès juste et équitable pour tous les pays du monde. L'initiative est co-dirigée par Gavi, l'Alliance du Vaccin, la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies, et l'Organisation mondiale de la Santé.
6. Goel et Nelson 2021.
7. La spécification suivante est utilisée pour estimer les résultats obtenus des chocs des taux de vaccination face aux infections et décès dus à la COVID-19 (Jordà 2005) :

$$lnC_{i,t+h} - lnC_{i,t-1} = \alpha_{i,h} + \gamma_{t,h} + \sum_{p=0}^{P} \beta_{h,p} V_{i,t-p} + \sum_{p=0}^{P} \tau_{h,p} X_{i,t-p} + \sum_{p=1}^{P} \sigma_{h,p} lnC_{i,t-p} + \varepsilon_{i,t+h}$$

où $lnC_{i,t+h}$ désigne les cas ou les décès dus à la COVID-19 par habitant (en log) dans le pays *i* au jour $t + h$, *h* étant l'horizon ($h = 1, 2, \ldots, 30$). $lnC_{i,t-1}$ représente les cas ou les décès dus à la COVID-19 par habitant (en log) au jour $t - 1$. $V_{i,t-p}$ est le taux de vaccination contre la COVID-19 dans le pays *i* au jour $t - p$, où *p* marque des décalages à prendre en compte pour l'impact des valeurs passées. $lnC_{i,t-p}$ est utilisé pour suivre le stade de la pandémie dans le pays. La spécification comprend également deux semaines de décalage ($p = 1, 2, \ldots, 14$). X_i est un vecteur de variables de contrôle : sévérité du confinement, campagnes d'information du public, tests, suivi des contacts, port du masque et protection des personnes âgées. $\varepsilon_{i,t+h}$ est le terme d'erreur.

8. OIT 2021.
9. Moghadas et coll. 2021.
10. Leer 2021.
11. Bündnis Entwicklung Hilft 2021.
12. Eckstein, Kunzel et Schafer 2021.
13. Lalthapersad-Pillay et Udjo 2014.
14. Banque africaine de développement. 2021a.
15. Banque africaine de développement. 2015.
16. Banque africaine de développement. 2021b.

RÉFÉRENCES

Banque africaine de développement. 2015. Africa's Climate Opportunity: Adapting and Thriving. Abidjan, Côte d'Ivoire: African Development Bank. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Events/COP21/The_African_Development_Bank_at_the_UNFCCC_COP21_meeting.pdf.

Banque africaine de développement. 2021a. Annual Development Effectiveness Review 2021: A Resilient Continent Recovering from the Pandemic. Abidjan, Côte d'Ivoire: African Development Bank. https://www.afdb.org/sites/default/files/news_documents/ader_2021_en_v17.pdf.

Banque africaine de développement. 2021b. African Economic Outlook 2021: From Debt Resolution to Growth: The Road Ahead for Africa. Abidjan, Côte d'Ivoire: African Development Bank.

Bündnis Entwicklung Hilft. 2021. WorldRiskReport 2021. Bochum, Germany: Ruhr University Bochum, Institute for International Law of Peace and Armed Conflict. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2021-world-risk-report.pdf.

Eckstein, D., V. Kunzel, and L. Schafer. 2021. "Global Climate Risk Index 2021: Who Suffers Most from Extreme Weather Events? Weather-related Loss Events in 2019 and 2000–2019." Bonn, Germany: GermanWatch. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Global%20Climate%20Risk%20Index%202021_1_0.pdf.

Goel, R. K., and M. A. Nelson. 2021. "Drivers of Covid-19 Vaccinations: Vaccine Administration and Delivery Efficiency in the United States." NETNOMICS: Economic Research and Electronic Networking 22: 53–69. https://link.springer.com/content/pdf/10.1007/s11066–021–09148-w.pdf.

ILO (International Labour Organization). 2021. "ILO Monitor: COVID-19 and the World of Work. Eighth edition.

Updated estimates and analysis." Geneva: ILO. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_824092.pdf.

Jordà, Ò. 2005. "Estimation and Inference of Responses by Projections." American Economic Review 95 (1): 162–182.

Lalthapersad-Pillay, P., and E. Udjo. 2014. "The Implications of Climate Change for Africa's Economic Development." Journal of Economic and Financial Sciences 7 (3): 871–888.

Leer, J. 2021. "Vaccines' Boost to Consumer Confidence Depends on Persuading Holdouts to Get Their Shots." Morning Consult, 22 November. https://morningconsult.com/2021/04/28/vaccine-consumer-confidence-holdouts/.

Moghadas, S.M., T.N. Vilches, K. Zhang, C.R. Wells, A. Shoukat, B.H. Singer, L.A. Meyers, K.M. Neuzil, J.M. Langley, M.C. Fitzpatrick, and A.P. Galvani. 2021. "The Impact of Vaccination on COVID-19 Outbreaks in the United States." Clinical Infectious Diseases 73 (12): 2257–2264.

UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development). 2021. World Investment Report 2021: Investing in Sustainable Recovery. New York: UNCTAD.